

BRÉSIL

Le « néoconservatisme » catholique en échec ?

Il est docteur en théologie et professeur au Centre de réflexion sur l'éthique et l'anthropologie de la religion à l'Université catholique de Brasilia. Sur son blog¹, un article intitulé « L'échec du néoconservatisme catholique brésilien ». Les études démographiques mettent en évidence la baisse du pourcentage de la population du Brésil se disant catholique. Ce phénomène correspond au démantèlement de l'« Église de la libération », observe José Lisboa Moreira de Oliveira.

Le pourcentage de catholiques dans la population brésilienne aurait chuté de 83,34 % à 67,84 % durant les vingt dernières années. De surcroît, ajoute José Lisboa, le nombre de pratiquants – surtout de jeunes – est encore bien inférieur.

Le plus intéressant, selon lui, est que cette diminution coïncide avec le démantèlement de l'Église de la libération et à l'implantation d'un « régime catholique néoconservateur ». Elle se produit au fur et à mesure que les communautés ecclésiastiques de base sont abolies et remplacées par des mouvements à tendance pentecôtiste, que des évêques conservateurs sont nommés et que se multiplient les prêtres-chanteurs « qui rassemblent des milliers de personnes pour leurs spectacles religieux ». Au fur et à mesure aussi, écrit-il, que prêtres et séminaristes se connectent à Internet vingt-quatre heures sur vingt-quatre pour « évangéliser » par des moyens modernes et rapides. Cette diminution ne cesse pas, malgré tous les efforts pour détruire la théologie de la libération, punir les théologiens brésiliens, vêtir les prêtres à la mode cléricale, romaniser la liturgie et « tirer du vieux bahut catholique des choses dépassées, archaïques et moisisées ».

Une erreur quelque part

Il y a eu une erreur quelque part, juge José Lisboa. À la fin des années 70, quand, avec le pontificat de Jean-Paul II, le néo-conservatisme commença à apparaître, on disait que l'Église de la libération devait être bannie parce qu'elle mettait en péril l'avenir

de l'Église catholique en Amérique latine. Or le projet néoconservateur a échoué et, avec lui, s'est accéléré le rétrécissement du catholicisme brésilien.

Il est temps de se livrer à une sérieuse réflexion, estime l'auteur de ce blog. « Je ne suis pas préoccupé par la croissance des évangéliques. Je pense que Dieu a ses chemins. » Ce qu'il souligne, c'est la faillite du modèle implanté au Brésil ces dernières années. « On a perdu la chance de donner vie à une manière d'être Église bien plus proche de l'Évangile et de la réalité du peuple brésilien. » Il demande aux « leaders » de l'admettre. « S'ils s'obstinent à maintenir l'actuel système ecclésiastique, notre sort sera encore pire que celui de la vieille Europe : une Église infantile et sénile, empoussiérée, sans jeunesse, sans perspective, sans vie » (un diagnostic sévère, mais pas si éloigné de celui de l'abbé d'Einsiedeln, Martin Werlen, lequel affirmait récemment que la situation de l'Église est dramatique, « parce qu'il manque le feu »).

L'indispensable contact personnel

Les « signes des temps » n'ont pourtant pas manqué, relève José Lisboa. Il aurait suffi, par exemple, de prendre au sérieux ce que disait Paul VI dans l'exhortation apostolique « Evangelii nuntiandi », élaborée à partir du Synode des évêques de 1974 sur l'évangélisation dans le monde d'aujourd'hui. Partant de l'importance du témoignage, Paul VI soulignait l'urgence du contact de personne à personne. « Or un contact personnel n'a pas lieu par une pastorale de masse ou l'utilisation des médias, mais à travers la multiplication de réseaux de petites communautés ».

Le pape affirmait ainsi l'importance des communautés ecclésiastiques de base, lesquelles, en particulier dans les grandes métropoles, sont en mesure d'aider à surmonter la massification et l'anonymat. Au lieu de cela, écrit José Lisboa, la majorité des leaders catholiques ont préféré la pastorale des masses, des troupeaux, des spectacles dans lesquels prévalent l'anonymat et l'indifférence. On saute, on crie, on danse, mais sans se préoccuper de

l'autre. La pastorale de masse n'humanise pas les relations. On se rassemble, mais on ne s'unit pas, on n'alimente pas la solidarité. Quant aux communautés de base, elles ont été supprimées ou reléguées à une place secondaire. De sorte que si elles existent encore aujourd'hui, c'est le fruit du grand miracle de la résistance de quelques personnes.

Il apparaît à l'auteur de ce blog qu'il est l'heure pour la hiérarchie du Brésil de faire face aux questions sérieuses posées par tant de personnes ». Et, comme le demandait Paul VI, « de donner des réponses loyales, humbles et courageuses ».

Adapté par Michel Bavarel

www.lisboa-ochamado.blogspot.ch
(en portugais)



HOMMAGE

Merci Laurent Sottas

Il est de ceux qui restent à jamais des repères. Gruyérien venu se former au métier de mécanicien à Genève, Laurent Sottas s'est engagé, dès son apprentissage, dans la défense de la condition ouvrière. Moteur de l'action catholique, il fut aussi actif dans le conseil conjugal, avec sa bien-aimée Monique, et l'un des premiers permanents laïcs de l'Eglise catholique à Genève. Son ouverture au monde, il la concevait avant tout comme une confrontation au réel. « A tout le réel », comme aimait à le dire l'Abbé Maréchal qui est resté une référence incontournable dans la vie de foi de Laurent et de sa famille.

J'ai eu le bonheur d'apprendre à connaître Laurent à travers les chantiers de la solidarité qu'il organisait à l'intention

des jeunes confirmands. Il tenait à y mettre l'action et les réflexions de la COTMEC en bonne place.

Serein jusqu'aux derniers jours dans son combat contre la maladie, Laurent Sottas a tenu à partager ce qui l'a fait tenir debout durant toute son existence, en choisissant lui-même les textes de sa cérémonie d'à Dieu. La lecture des psaumes, tout d'abord, qui nous parlent d'un Dieu dont le regard aimant ne peut supporter aucune forme d'humiliation. La lecture de l'Évangile, ensuite (Jn 12. 20-33): il faut apprendre à mourir à soi-même pour porter du fruit.

Merci Laurent, d'avoir incarné si fort ce regard exigeant et créateur. Merci à toute ta famille qui se chauffe et nous réchauffe du même bois. Un bois ciselé dans la quête de l'essentiel. ●

Dominique Froidevaux

Edouard Dommen

09 FÉVRIER 2013

JOURNÉE DE RÉFLEXION

Vatican II: quel héritage ?

Il y a 50 ans, le concile Vatican II se prononçait sur la société et son économie. Le texte Gaudium et Spes (Joie et Espoir) s'est fait l'écho de ces discussions. Qu'est devenu cet enseignement ? Est-il aujourd'hui dépassé, oublié ? Ou au contraire, n'a-t-il rien perdu de son actualité, de son message prophétique ? C'est autour de ces questionnements que nous vous proposons de vous réunir avec l'équipe de la COTMEC sous l'égide de Jean-Jacques Friboulet, doyen de la faculté des sciences économiques et sociales de l'Université de Fribourg et de Martin Robra, économiste et théologien au Conseil Œcuménique des Eglises. ●

L'équipe de la COTMEC

De 10h à 16h, à la paroisse du Grand-Lancy

LA FINANCE

Les mots qui posent problème

La Cotmec se propose d'éditer un petit glossaire grand public de mots de la finance qui posent problème, qu'il s'agisse de mots que vous ne comprenez pas (du genre « LIBOR » ou « vente à découvert ») ou qui suscitent chez vous des interrogations éthiques (du genre « dette » ou « spéculation »).

Le glossaire assurera la solidité technique des définitions, mais ses observations éthiques dépasseront sûrement les lieux communs et les idées reçues.

Afin de constituer la liste des mots et donc des problèmes à traiter, vous êtes toutes et tous invité-e-s à envoyer à la Cotmec (info@cotmec.ch) une liste de cinq mots de la finance qui vous posent problème.

Le glossaire est un projet conjoint de la Cotmec et d'Actares – actionnaires pour une économie durable (www.actares.ch).

Cotmec info

Commission Tiers Monde de l'Église Catholique

n° 342 | Janvier 2013 | Genève



EDITO

Principe d'espérance

Roger Paratte a souhaité illustrer nos propos par une coquille d'œuf, « plus fragile qu'une coquille de noix » a remarqué une de nos lectrices. Mais sans comparaison avec un coquillage vide. Penchez-vous avec attention au-dessus d'elle et contemplez cette flamme, qui constamment renaît.

Elle incarne l'espérance, selon la formule empruntée à Jean-Claude Guillebaud¹. Les quelques lignes qui suivent lui empruntent bien plus qu'une métaphore. Elles vous enjoignent, chères lectrices et chers lecteurs, à traquer la tentation de céder au péché d'« acédie » dans vos moindres recoins. A souffler sur les braises d'une espérance parfois vacillante pour cultiver le goût de construire le monde, plutôt qu'à laisser l'avenir se produire. Ne laissez pas vos imaginaires être colonisés par le discours d'un « avenir piteux » qui n'ose plus rien promettre à personne. Ne cédon pas à « l'insipide renoncement ». Selon l'écrivain français, notre propension à la morosité dénote une exténuation très européenne. Le monde va globalement mieux ! Les conflits ne sont pas légion et les grands défis nous sont connus. L'incertitude avec laquelle nous devons composer ne doit pas déprécier l'avenir. Surtout, comme le souligne Guillebaud, quand on constate l'infatigable engagement de la société civile, véritable espérance agissante bien que parfois en marge. Sa vitalité devrait pouvoir nous entraîner, à sa suite, à imaginer et œuvrer pour de « nouveaux mondes possibles » qui attendent tout de nous. Et pourquoi pas venir recharger son « capital espérance » lors du dixième Forum social mondial, qui se tiendra à Tunis du 27 au 29 mars prochain ? ●

Martyna Olivet

1. Une autre vie est possible, Jean-Claude Guillebaud, Edition L'Iconoclaste, Paris, 2012, 213 pages.

ÉCLAIRAGE

Le porche du temple

Sur la porte d'un vénérable temple genevois, devenu « espace » au centre-ville, je lis cette affiche rouge vif, écrite en gros caractères :

Dieu t'aime tel (telle) que tu es.
Mais il t'invite à toujours mieux faire.
Merci donc de mettre tes déchets dans la poubelle jaune
Au lieu de les laisser sur les marches !

Cet « évangile » s'adresse à la troupe sympathique qui sur le coup de midi dévore son sandwich et avale son soda sur les marches du temple. En oubliant de prier l'« Angelus » ! Je trouve cette proclamation riche de théologie, de délicatesse, d'écologie et, pour tout dire, d'helvétisme bien senti. Un patchwork à vous couper le souffle et... l'appétit.

Tout d'abord ce kérygme : « Dieu t'aime ! ». Pour consoler les solitaires et leur faire oublier les chagrins d'amour. Et puis, cette touche de respect : « Il t'aime tel que tu es ». Même si tu ne sens pas la rose tous les jours ! Enfin, puisque Dieu n'est pas sexiste, Il t'aime aussi au féminin : « telle que tu es ».

Voilà pour la foi. Et maintenant l'admonestation : « Tu peux mieux faire ! », suivie de l'invitation aux bonnes œuvres : « Ramasse tes déchets ! » Et si tu veux vraiment que Dieu te sauve : « Mets-les dans la poubelle ! ». Mais, attention ! Cette fois-ci, c'est l'inquisiteur et le policier qui te parlent : « La jaune, s'il te plaît ! ».

Le sermon s'achève sur une note philanthropico-écologique : les générations futures seront heureuses de s'asseoir sur des marches propres.

On ne saurait mieux prêcher en si peu de mots ! ●

Guy Musy

CAMPAGNE DE CARÈME 2013

Sans terre, pas de pain

La campagne d'Action de Carême et de Pain pour le prochain se déroulera du 13 février au 31 mars prochain. Elle s'intéresse à la question de l'accès à la terre des petits paysans du Sud: un élément indispensable à leur survie. Pourtant, les terres sont de plus en plus souvent aux mains d'investisseurs étrangers, qui y cultivent des produits agricoles destinés à l'exportation et non à la population locale.

Pour les petits paysans en Asie, en Afrique et en Amérique latine, avoir accès à la terre et la contrôler est une condition indispensable pour pouvoir nourrir leur famille en suffisance et avoir une chance de survivre. Elle garantit leur alimentation. Mais la population rurale, qui ne dispose ni de titres fonciers ni d'influence politique, est particulièrement vulnérable aux saisies de terres.

Depuis la crise alimentaire de 2007, les terres arables sont devenues toujours plus convoitées, devenant un objet d'investissement et de spéculation. Avec pour conséquence le développement du phénomène de l'accapement de terres: une lutte se joue actuellement pour avoir le droit de cultiver de petits lopins de terre leur permettant de manger et de faire vivre leur famille.

La production agro-industrielle qui se développe sur ces terres n'améliore par ailleurs en aucune manière l'alimentation et les conditions de vie des populations locales: les denrées qui y sont cultivées sont destinées pour la majorité à l'exportation et les salaires des employés agricoles se situent en règle générale bien en-dessous du minimum vital. Enfin, les monocultures qui y sont cultivées nécessitent un emploi massif d'engrais et de pesticides:



elles appauvrissent la terre et contribuent à accélérer le phénomène des changements climatiques.

Passer du « Voir » à l' « Agir »

C'est ce scandale que veut dénoncer la campagne d'Action de Carême et Pain pour le prochain. Avec pour devise « voir et agir », elle incite non seulement les citoyens à s'informer et aller regarder ce qui se cache derrière la façade, mais également à agir. La campagne propose des pistes d'action: soutenir des projets au Sud; agir ici en Suisse, en rejoignant un groupe de jeûne durant la campagne ou en participant à la Journée des roses le 9 mars; modifier sa manière de consommer. Autant de possibilités de passer à

l'action. Des rencontres sont également organisées en Suisse romande avec Parany Rasamimanana, l'hôte de la campagne venu tout droit de Madagascar. Homme de terrain et coordinateur des projets d'Action de Carême sur place, il s'exprimera sur la question de l'accapement des terres à Madagascar et la manière dont les communautés locales peuvent y faire face. ●

Johanna Monney, Responsable des relations publiques, Action de Carême

Se préparer au carême

Pour se préparer au carême, une soirée d'information est organisée à Genève:

Le jeudi 7 février, 18h à 21h30
Centre protestant de la Jonction, rue Gourgas 24

Ouverte à toutes et à tous, elle a pour objectif de se familiariser avec le thème de la campagne, de prendre connaissance du matériel proposé et d'imaginer des actions pour animer le carême.

Renseignements sur: www.droitalimentation.ch

PEUPLES AUTOCHTONES

Un Genevois en Amazonie

Enfant d'Avully, Silvio Cavuscens a vécu plus longtemps en Amazonie qu'en Suisse. Il a quitté notre pays en 1974, alors qu'il n'avait pas encore 18 ans et il a séjourné auprès des indiens Yagua, au Pérou. Puis il a gagné la région du rio Solimões, au Brésil, où il a vécu une quinzaine d'années parmi les Ticuna et les autochtones de la vallée du Javari. Expulsé par le régime militaire, il est revenu à Genève. Avant de repartir...

Il a alors été engagé comme « conseiller technique et politique » – une compétence acquise sur le terrain – de la COIAB, la coordination des peuples indiens de l'Amazonie brésilienne. Un travail de lobby pour que se traduisent dans des lois les belles promesses de la Constitution de 1988, favorable à la cause indigène. Avec la mise en place d'une coordination et d'une stratégie commune des différents peuples d'Amazonie.

Bientôt, Silvio a également appuyé les Yanomamis établis dans le nord de l'État d'Amazonas. Il est maintenant le coordinateur de SECOYA (Service et coopération avec le peuple yanomami). Nous l'avons retrouvé en novembre à Genève où il était venu participer à l'une des manifestations marquant le 50ème anniversaire du MCI (Mouvement pour la coopération internationale).

« Les Yanomamis habitent une cordillère qui sépare le Brésil du Venezuela. C'est une région riche en bois, en or et autres minéraux précieux. Ce qui provoque, depuis quelques décennies, l'invasion de leur territoire par des chercheurs d'or. Il s'agit de petits groupes qui agissent clandestinement ou d'entreprises bien organisées qui construisent des pistes d'atterrissage et envoient sur place des machines et du matériel. On estime leur nombre à trois ou quatre mille dans l'ensemble du territoire yanomami où vivent près de 20'000 indiens répartis dans plus de 200 villages ».

Prostitution, maladies...

Le territoire des Yanomamis a pourtant été démarqué et homologué en 1991. Cependant, plusieurs aires, dites de « préservation environnementale », ont été superposées à ce territoire. Dans certains cas, elles offrent des possibilités d'exploitation des ressources minières. « Comme le sous-sol n'appartient pas aux indiens mais à l'État, c'est une menace sérieuse. Les leaders yanomamis ont demandé que ces aires se situent hors de leur zone ».

Il y a d'autres dangers. « Les chercheurs d'or ne reculent devant rien. Il arrive qu'ils soudoient des leaders, incitent à la prostitution, provoquent des conflits dans les villages. » Leur présence introduit des maladies jusque là inconnues parmi les indiens. Et le mercure utilisé pour amalgamer l'or empoisonne les rivières et les poissons. De plus, ils utilisent des fusils, ce qui éloigne le gibier. « Nous avons constaté une augmentation des cas de sous-nutrition des enfants de moins de cinq ans dans les régions où nous travaillons, avec des taux de 70 à 80 % ».

Certes, une partie des Yanomamis bénéficient de l'assistance du gouvernement. « Cependant, il n'y a qu'un unique programme pensé et exécuté pour tout le Brésil où existent une multitude de réalités différentes. En ce qui concerne les peuples indigènes, ce programme peut provoquer des interférences dans la vie de la population. Et représenter un retour en arrière par rapport au processus d'autonomie et d'affirmation identitaire dans lequel ils sont entrés. »

Appui politique, formation, recherche de fonds...

Comme il l'a fait à la COIAB, Silvio appuie les revendications des Yanomamis et leurs efforts pour amener les autorités et l'opinion publique brésiliennes à reconnaître leurs droits. Après avoir pratiqué celles de deux autres peuples indigènes, il a appris l'une de leurs quatre langues, le xamari. Un alphabet a été créé avec le concours de linguistes pour permettre aux Yanomamis de subsister au sein de la société brésilienne. Silvio gère l'association SECOYA à Manaus, et de là il voyage régulièrement, en bateau et en pirogue à moteur pour accompagner les opérations effectuées dans les villages. Il s'agit de la formation d'instituteurs, d'agents de santé, de leaders communautaires ou de conseillers agro-forestiers yanomamis, dans l'idée de promouvoir une plus grande autonomie.

« Nous valorisons les moyens traditionnels. Par exemple, les Yanomamis accordent une importance primordiale à la santé spirituelle et utilisent le chamanisme pour soigner les malades. » Enfin, Silvio doit se livrer à la recherche de fonds. « Comme celles d'autres ONG, nos actions ne sont pas appuyées par le gouvernement et la culture du don n'existe pas au Brésil. Avec le retrait de la coopération internationale du Brésil, la situation devient difficile. » Cependant, SECOYA bénéficie de la collaboration de deux Suissesses, une infirmière et une anthropologue, volontaires d'E-CHANGER. ●



Conflit entre deux modes de vie

Les peuples indigènes, estime Silvio, sont menacés par la priorité accordée par les autorités à un développement économique à tout prix. « Il semble que nous sommes en train de revivre l'euphorie des années 70, avec les projets de grands barrages hydro-électriques et de mines. Il y a une volonté de "civiliser" l'Amazonie. » On observe, ajoute-t-il, des tentatives de remettre en cause les conquêtes de la Constitution de 1988, en réduisant les territoires réservés aux indiens et en les déplaçant au nom du « progrès ».

« Il y a un conflit entre deux modes de vie, deux conceptions de l'utilisation des ressources naturelles, deux conceptions des relations humaines. Les peuples indigènes d'Amazonie, et plus largement d'Amérique latine, montrent qu'il existe une alternative à la logique destructrice du marché, laquelle n'apporte pas la félicité. Bon nombre de peuples résistent à cette logique et diffusent la philosophie du « bien vivre ». Le mode de vie des indiens ne constitue pas une solution pour toute l'humanité, mais il existe depuis des milliers d'années dans un rapport suffisamment harmonieux avec la nature pour ces peuples subsistent. »

Bonne nouvelle: les Yanomamis sont en croissance démographique, grâce aux luttes du mouvement indien et de ses alliés au long des dernières décennies. « De bonnes choses ont été mises en place, par exemple dans le domaine de la santé. Cependant, si les lois sont excellentes, leur application pêche encore. » ●

Michel Bavarel

www.secoya.org.br (en portugais)



Solidarité internationale

Contestée et insuffisante

De sérieuses menaces pèsent sur le financement des associations genevoises engagées dans la solidarité internationale. En effet, les velléités de coupe linéaire dans le budget 2013 de l'Etat de Genève auraient assurément des répercussions sur les finances de près de 350 associations et fondations actives dans l'humanitaire, l'aide au développement ou la défense des droits humains.

Pourtant, la volonté politique du Canton pour soutenir ces domaines vient d'être inscrite dans la nouvelle Constitution! Elle découle donc de la volonté populaire et elle s'appuie aussi sur la loi cantonale de 2001 sur le financement de la solidarité internationale (D 1 06), stipulant que 0.7% de son budget de fonctionnement devrait y être consacré. Or, il n'y a investi que 0.2% depuis maintenant 10 ans, alors que la part de la Confédération atteindra 0.5% en 2015 et que celle de la moyenne des Communes genevoises, toutes actives dans la solidarité Nord-Sud, a atteint 0.66% en 2010.

Il ne faut pas oublier qu'à l'heure actuelle près de 900 millions de personnes ne mangent pas à leur faim, plus d'un milliard n'a pas accès à l'eau potable. La coopération au développement reste malheureusement toujours aussi indispensable!

La Fédération genevoise de coopération (FGC) a lancé un appel d'alerte pour rappeler aux politiques leurs engagements. Ces derniers ont repoussé le vote du budget à la fin du mois d'avril. Leur indécision ankylose les associations qui ne peuvent prévoir leur propre budget de manière pérenne. ● *Carole Massy et Martyna Olivet*

Appel de la FGC

Budget 2013: ne mettons pas en question la Genève internationale

Depuis des années, des milliers de citoyennes et citoyens de tous horizons politiques s'engagent à Genève dans plus de 350 associations pour la coopération au développement. Ce faisant, ils œuvrent pour que tout humain dans notre monde globalisé puisse être respecté dans sa dignité. Cet engagement se concrétise grâce à un important bénévolat.

La Fédération genevoise de coopération regroupe 63 de ces associations. Grâce aux compétences de ses bénévoles, elle assure la qualité des projets et leur mise en œuvre concrète au bénéfice des populations dans des pays du Sud. Elle examine rigoureusement les projets présentés par ses associations membres pour leur financement par la Confédération, le Canton et les Communes genevoises.

Cette coopération à visage humain, efficiente et directe exprime l'attachement de la population de Genève à la tradition humanitaire et à la dimension internationale, constitutive de l'identité de Genève, et contribue à son rayonnement. Elle a été inscrite expressément dans la loi genevoise en 2001 et tout récemment dans notre nouvelle Constitution.

Lors du débat sur le budget 2013 du Canton, des propositions sont faites de réduire les montants pourtant modestes prévus par le Conseil d'Etat pour la coopération au déve-

loppement. Ce ne sont pas seulement des dizaines de projets qui sont en jeu, mais aussi la crédibilité de Genève comme un espace unique de dialogue international. Il ne saurait être question que Genève assainisse ses finances en portant préjudice à son rôle international au détriment des plus démunis de la planète. ● *Yanik Marguerat*

Population mobilisée en nombre

Des Genevoises et Genevois se mobilisent largement pour la solidarité internationale: 3'076 signataires!

La Fédération genevoise de coopération (FGC) a lancé un appel (NDLR: ci-contre) le 1er mars visant à contrer une possible coupe dans le budget de la solidarité internationale du Canton. En une semaine, ce sont près d'une trentaine de personnalités de tous horizons et plus de 2'500 citoyennes et citoyens qui ont manifesté leur soutien à l'engagement de notre Canton dans ce domaine.

Des maires de communes, des personnalités politiques au niveau fédéral, cantonal et municipal, des universitaires et des artistes ont signé cet appel qui met en avant l'attachement de la population de Genève à la tradition humanitaire et à la dimension internationale, constitutive de l'identité de Genève et contribuant à son rayonnement.

Cette action démontre la grande capacité de mobilisation du réseau formé par des milliers de citoyennes et citoyens engagés issus de tous les milieux. Elle constitue, par ailleurs, la première étape d'une nouvelle campagne qui visera à ce que le Canton respecte enfin ses lois et engagements en la matière. Avec un maigre 0,2% de ses dépenses consacrées à la solidarité internationale, nous sommes encore bien loin de l'objectif de 0,7% fixé il y a dix ans.

Animation

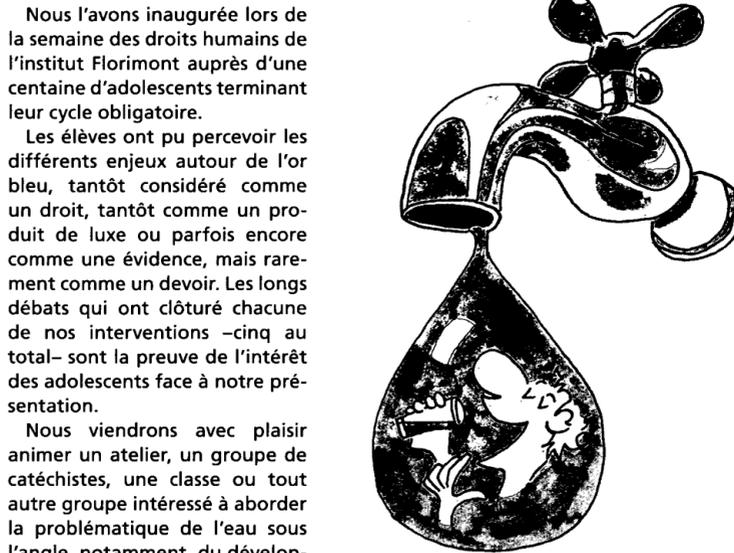
L'eau, c'est la vie... ou pas

La dernière animation interactive de la COTMEC, destinée aux enfants et adolescents, permet une réflexion originale autour de l'eau, reconnue par la conférence des Evêques suisses comme droit de l'homme et bien public. A partir de situations concrètes qui nous font voyager tout autour du monde, l'animation présente différents concepts liés à cette ressource tels que le stress hydrique, la potabilité de l'eau ou la notion de bien commun. C'est aussi l'occasion d'ouvrir une réflexion autour des conséquences de notre mode de vie qui se répercutent jusque dans les pays du Sud. ● *Carole Massy*



Vie de la COTMEC Echos des Grands Lacs

En février passé j'ai eu la chance de séjourner au Rwanda pendant dix jours. L'occasion de revoir des partenaires, des amis et des témoins du livre «Dépasser la haine, construire la paix» publié par la COT-



MEC, Eirene et les éditions d'En bas il y a un peu plus d'une année. L'occasion aussi de représenter «l'esprit» de l'Initiative de Genève pour la paix dans la région des Grands Lacs (IdG), lors d'un atelier de trois jours consacré à son avenir. Ce réseau d'artisans de paix fête un anniversaire important ce mois-ci. Eh oui, dix ans déjà qu'à l'invitation de Justin Kahamaile, quelque 24 ressortissants du Burundi, du Congo et du Rwanda se sont réunis à Genève pour une semaine de travail qui allait poser les bases de l'IdG.

Après une période exploratoire d'un an, la mise en place des premiers projets (chantiers des jeunes, coopération universitaire, etc.) et l'aventure collective de la publication, voici venue la phase de consolidation et d'autonomisation avec le passage à une coordination régionale. Une nouvelle étape pour l'IdG, qui a accueilli de nouveaux membres originaires des pays de la sous-région venus rejoindre ses membres fondateurs. Nous y reviendrons plus en détails à l'occasion d'un prochain supplément. ● *Martyna Olivet*



éclairage

Sortons du bois!

Je suis atterré par cette information dont je ne saurais mettre en doute le sérieux: «Quatre millions de Français n'ont que trois conversations par année!». Enfin, ce qu'on appelle une «conversation». Non pas quelques grognements, borborygmes ou interjections. Mais un véritable échange entre deux interlocuteurs. Pourtant, ces gens n'ont pas grandi dans les bois. Ils ne sont même pas muets. Simplement, ils ne parlent pas. Non qu'ils n'aient rien à dire, mais personne à qui le dire. Nous nageons dans un océan de solitude. Me remonte à l'esprit le fameux verset de la Genèse: «Il n'est pas bon que l'homme soit seul». Et moi, face à ces morts vivants dont la voix s'est éteinte, je hausse les épaules, calme ma mauvaise conscience et murmure entre mes dents: «Je ne suis pas le gardien de mon frère!»

Bon, direz-vous, cela ne concerne que la France, notre paroisse voisine. Mais nous, enfants d'Henry Dunant, fils et filles des glaciers sublimes? N'avons-nous donc jamais pris part à un repas dans un EMS? Silence de mort autour des assiettes. Mes grands-parents ont eu la chance de dire adieu à ce monde du fond de leur lit familial. Ils avaient encore de la conversation! Comment avons-nous sombré à ce degré d'inhumanité? Avons-nous donc construit une société qui marche désormais sur sa tête et non plus sur ses pieds? Aux uns le privilège d'échanger leurs idées; aux autres celui de se taire et, à la rigueur, de les écouter.

*Mais nous terminons le Carême. Chrétiens de ce pays réveillons-nous, redressons la tête, faisons parler des emmurés. Ne nous esquivons pas sous de pitoyables excuses. Il se pourrait que les muets aient tant de choses intéressantes à nous dire. Il suffit de les écouter et...les aimer!● *Guy Musy**

édito

Eclipse partielle

Le COTMEC-info s'est fait plus discret en ce début d'année: vous êtes plusieurs à l'avoir remarqué, à vous en être inquiété-e-s! Merci pour vos messages et marques d'attention. Rassurez-vous, à l'avenir la feuille jaune va encore fleurir vos boîtes physiques et électroniques! Car ce ne sont pas les raisons de prendre la plume qui se font rares, mais plutôt le temps que notre équipe, momentanément réduite, peut y consacrer. Il se peut donc que la cadence de parution s'en trouve encore affectée. Le temps d'effectuer les ajustements nécessaires à une nouvelle réalité, dont nous vous ferons part une fois que la barque sera stabilisée.

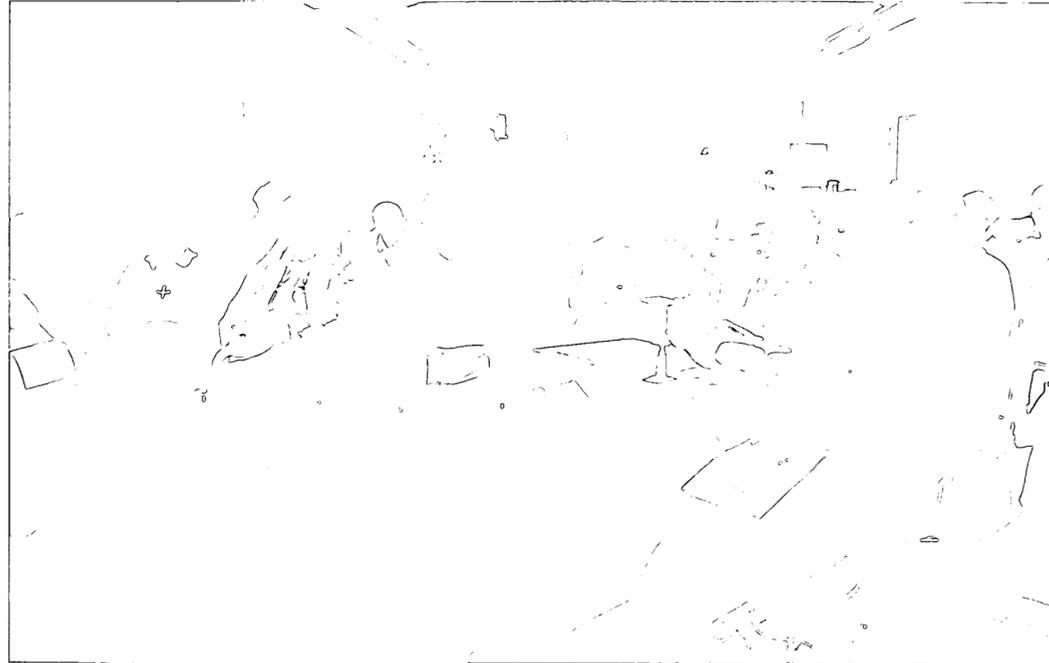
Dans l'intervalle, vous aurez le plaisir de constater que les autres pans de notre mandat sont plutôt bien honorés. Le livre sur la pauvreté a vu le premier jet de son manuscrit terminé. Dans le sillage du bilan de la publication de notre ouvrage sur la promotion de la paix, nous avons eu l'occasion de retourner au Rwanda pour contribuer à la réflexion de l'avenir de l'Initiative de Genève pour la paix dans la région des Grands Lacs (voir page 6).

Les opportunités d'intervention dans le cadre de notre dernière animation (voir page 6) se sont multipliées, et les contacts avec des témoins du Sud se sont intensifiés.

Des joies, de nouveaux combats et quelques satisfactions. Comme celle de voir aboutir l'engagement mené pour le droit à l'éducation post-obligatoire des jeunes sans-papiers à Genève. Celle, toujours doublée d'anxiété, de savoir le référendum contre les mesures d'urgence abouti (votation le 9 juin). Et encore le soutien à apporter à de nombreuses initiatives comme celle pour s'opposer à la spéculation sur les denrées alimentaires; à l'emploi de personnel de maison au noir ou encore au non-respect de l'engagement de Genève pour la solidarité internationale (voir page 5). Nous sommes heureux d'être de la partie et toujours conscients que le match ne se jouerait pas sans VOUS fidèles lectrices et lecteurs engagé-e-s. ● *Martyna Olivet*

JAB 1200 Genève 2

Cotmec, Commission Tiers Monde de l'Eglise Catholique
16, bd du Pont-d'Arve, 1205 Genève
tél. 022 708 00 78; fax 022 708 00 79
cotmec@worldcom.ch
www.cotmec.ch
CCP: 12-21551-1
Rédactrice responsable: Martyna Olivet
Imprimerie: Fornara, Ge
Maquette: Pascale Castella



Vie de la COTMEC

Journée théologique 2013

Le samedi 9 février la journée théologique de la COTMEC a rassemblé une quarantaine de personnes pour s'interroger sur l'héritage de Vatican II. Reflets.

En ouverture, le rappel d'un passage de Gaudium et spes, oh combien contemporain: «Les joies et les espoirs. Les tristesses et les angoisses des hommes de ce temps (les années 60!), des pauvres surtout et de tous ceux qui souffrent, sont aussi les joies et les espoirs, les tristesses et les angoisses des disciples du Christ, et il n'est rien de vraiment humain qui ne trouve écho dans leur cœur.»

Pour guider la réflexion, nous avons fait appel à deux intervenants de qualité: le professeur Jean-Jacques Friboulet. profes-

seur d'économie à l'Université de Fribourg et le théologien Martin Robra du Conseil œcuménique des Eglises convié à apporter le point de vue protestant sur le document.

Chercher à donner un reflet complet de ces deux conférences, riches et denses, dépasse largement les limites de cette brève! Nous vous invitons à consulter le site www.cotmec.ch où, d'ici peu, un enregistrement sera bientôt disponible.

Ce qui paraît plus important au terme de cette journée, c'est que notre Eglise, nos communautés et nous-mêmes gardions en permanence cette interpellation, toujours actuelle, dans un contexte de société et de monde devenu totalement bouleversés.

Il n'y a plus de blocs opposés Est-Ouest, la dictature mondiale de la finance ébranle la planète, les risques écologiques sont devenus une problématique majeure alors qu'ils étaient absents du débat il y a 50 ans, l'explosion des moyens de

communication modifie considérablement nos comportements et ainsi de suite.

La difficulté de la mission pour l'Eglise n'a pas changé: promouvoir le bien commun, le respect de la personne humaine, l'impératif de la justice sociale et la nécessité de dépasser une éthique individualiste. Bref, être du monde, «sans être du monde» et «repérer les (nouveaux) signes des temps» selon la formule de Jean XXIII.

Aujourd'hui quelles peuvent être notre réponse et celle de l'Eglise dans la fidélité à la perspective de Gaudium et spes?

Comment construire l'espérance aujourd'hui, dans un monde en crise?

Comment faire place au point de vue des faibles et des exclus, sachant que la Joie promise par les Evangiles, ne saurait s'envisager sans reconnaître en eux, la figure du Christ opprimé?o

Yves Brun

Campagne œcuménique

Voir et agir

«Pas de terre sans pain!» Par ce titre, la campagne œcuménique 2013 met en évidence l'accaparement des terres dans les pays du Sud et son impact sur l'alimentation des populations locales. Elle invite à passer du «voir» à l'«agir», à modifier son style de vie afin de faciliter le partage équitable de la terre.

Le lien entre la terre et le pain est évident: il faut disposer de terres pour cultiver la nourriture. Mais les petits paysans sont dépossédés de leur terre quand de grands investisseurs veulent louer ou acheter de grandes surfaces. On parle alors d'accaparements des terres pour souligner la gravité du phénomène.

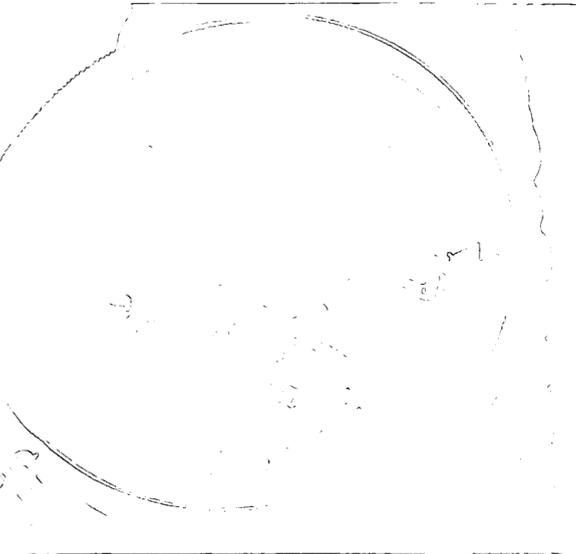
A l'échelle planétaire, l'accaparement des terres est apparu au grand jour en 2008 quand de grandes entreprises ont annoncé l'achat ou la location de centaines de milliers d'hectares au Madagascar, en Ethiopie ou au Soudan. Entre 2000 et 2012, 200 millions d'hectares ont été négociés ou cédés.

C'est 50 fois la surface de la Suisse. A chaque fois les petits paysans perdent leur terre au profit de cultures industrielles destinées à l'exportation. Au Sierra Leone par exemple, l'entreprise genevoise Addax Bioénergie cultive de la canne à sucre sur 12'000 hectares pour des agro-carburants vendus en Europe. Elle loue cette terre pour 50 ans au prix de 12 francs par hectare. Grâce aux pressions exercées depuis le colloque que nous avons organisé avec Pain pour le prochain et la COTMEC à Genève en 2010 sur ce projet, l'entreprise doit tenir compte de la population locale et de ses droits.

Mais tant que les contrats de location lui donnent libre usage de la terre et de l'eau à l'entreprise, la population locale reste dépendante de l'entreprise pour disposer de l'eau et de lopins de terre. Cette dépendance est dramatique.

Passer du «voir» à l'«agir»

Ainsi derrière l'usage de notre voiture ou notre consommation de viande se cache une problématique d'accès à la terre en Afrique. D'où la nécessité d'y voir de plus près. C'est l'idée de la loupe placée sur l'affiche de la campagne, ainsi que du slogan «voir et agir». Ce dernier renvoie à la méthodologie «voir-juger-agir» dont les racines remontent au Cardinal belge Joseph Cardijn, fondateur, dans les années 1920 de la JOC (Jeunesse ouvrière catholique), premier mouvement de l'Action Catholique. Cette méthodologie s'est ensuite largement



répandue. Les communautés ecclésiales de base d'Amérique latine l'ont adoptée, la théologie de la libération puis contextuelle s'en est inspirée. On peut donc dire aujourd'hui que cette méthode est devenue un patrimoine largement œcuménique. Son principe est simple: voir la réalité et l'analyser, l'éclairer à la lumière de l'Evangile et des droits humains, agir enfin pour plus de justice autour de soi et dans le monde.

Force transformatrice de la Bible

Depuis longtemps, nos partenaires d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine fondent leur travail sur cette pédagogie. Des communautés sont ainsi des liens entre leur réalité, de paysans sans terre par exemple, et la protestation des prophètes ou le Magnificat. Dès lors l'engagement pour les droits humains et le droit à l'alimentation, la lutte pour l'accès à la terre trouvent un écho dans la Bible et la Bible renforce cet engagement. Car s'il est écrit que la terre appartient à Dieu (Lev. 25 :23) et reste fondamentalement accessible à tous, alors cette parole peut aussi avoir un sens aujourd'hui.

Au Guatemala par exemple, les indigènes ont, depuis 1999, le droit de devenir propriétaires de la terre qu'ils travaillent. Mais 67% de la terre reste encore dans les mains de 1,5% de la population. Or, pour les indigènes, le lien à la terre a aussi une dimension spirituelle, d'où le souci de servir la terre, pour reprendre une expression biblique. Ainsi ils revendiquent un droit à la terre et développent en même temps des techniques agricoles respectueuses du sol. Le tout renforce leur sécurité alimentaire avec le soutien d'Action de Carême.

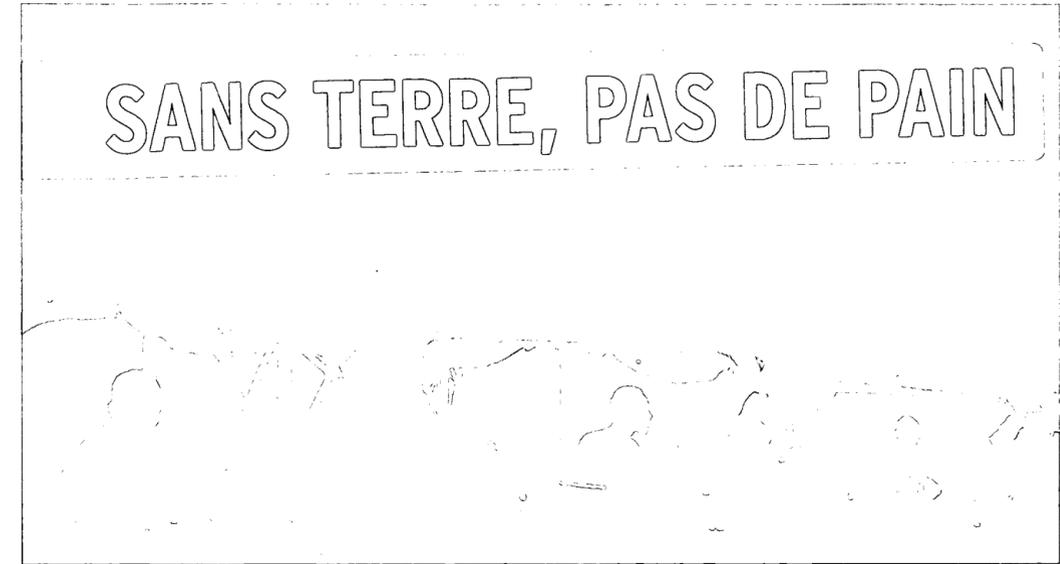


Image: Une seule terre N°8, Pain pour le prochain

La solidarité commence ici

Soutenir la société civile au Sierra Leone, à Madagascar ou au Guatemala afin qu'elle fasse valoir ses droits est très important. C'est ce qu'Action de Carême fait avec votre appui. Mais cette démarche consistant à voir la réalité pour la transformer afin qu'elle soit plus conforme aux exigences de la justice est aussi proposée ici pendant la campagne œcuménique. Le calendrier de carême formule ainsi des questions qui interpellent notre propre style de vie et ses conséquences lointaines. Il invite à une vie plus simple afin de laisser un peu de terre aux paysans d'Afrique. Car si l'accaparement des terres a atteint des proportions si grandes, c'est aussi en raison des excès de la consommation ici.

La campagne œcuménique 2013 d'Action de Carême, Pain pour le prochain avec la collaboration d'Etre partenaires vous propose de parcourir ce chemin de solidarité entre les continents. Dans une Europe qui doute de l'avenir en raison de la non-durabilité de son modèle de développement, c'est une porte ouverte à l'espérance. Oui, un avenir est possible, oui un monde de justice et paix existe dans les simples gestes quotidiens. Le carême est un temps qui permet de le (re)découvrir.o

Jean-Claude Huot
Action de Carême

Inde

Droit à la terre

En Inde, les «sans-terres» luttent pour leurs droits au travers d'actions de désobéissance civile inspirées de Gandhi.

Octobre 2012, c'est une marée humaine qui se met en branle pour traverser le pays. Le point commun entre tous ces acteurs: leur impossibilité d'accéder à

la terre. Leurs revendications: une terre pour tous! En Inde, les intouchables n'ont pas le droit d'obtenir de titre de propriété. Sans terre, ils sont souvent obligés de partir en ville où les attendent bidonvilles et basses besognes. Ils ne sont pas les seuls, les femmes connaissent elles aussi ce sort peu enviable. Les victimes d'expulsions étatiques, lors de ventes de terrains à des compagnies étrangères, sont aussi présentes. Ces populations voient leur habitat se réduire comme une peau de chagrin et sont eux aussi souvent obligés de migrer vers les centres urbains.

Aujourd'hui, Ekta Parishad estime que près de 30 millions de personnes n'ont pas de terre sur laquelle ils puissent envisager une vie décente. D'autres estimations font état de 60 millions de personnes déplacées et affectées par les projets industriels en Inde. Ensemble, ils espèrent modifier les lois afin d'obtenir un lopin de terre.

Ekta Parishad est un mouvement non-violent et d'inspiration gandhienne qui œuvre afin d'améliorer l'accès à la terre, à l'eau et à la forêt en Inde. P.V Rajagopal, président de l'association, présente ses valeurs de la manière suivante: «Nous croyons à Jai Jagat et au Sarvodaya – le premier signifiant La victoire du monde et le deuxième, Le bien-être de tous grâce au bien-être des derniers.»

Après 10 jours de marche, les négociations avec les autorités ont abouti à un accord. Principalement, il s'agit d'une ébauche de politique nationale de réforme agraire ainsi que des changements légaux afin de favoriser l'accès à la propriété. Ces accords devraient aboutir dans un délai de 6 mois. Affaire à suivre donc! o

Carole Massy

Forum Dénoncer la spéculation sur les matières premières

Lausanne, 13 avril dernier: tandis que l'hôtel Beauvillage de Lausanne se prépare à accueillir la deuxième édition du «Sommet mondial des matières premières» qui réunit les plus grandes sociétés de trading, banques d'investissement et groupes spécialisés dans le secteur des matières premières à l'échelle mondiale, un forum alternatif s'organise afin de dénoncer les abus commis par ces entreprises. Reportage.

La salle de la maison de quartier sous gare n'a pas désempli de la journée. Quelques 250 personnes se sont réunies afin d'écouter les différents intervenants. Le collectif organisateur de ce contre-sommet, composé d'une trentaine d'associations de la société civile, n'avait osé espérer un tel rassemblement et a dû faire face à un manque de place évident. Si de nombreuses interventions se sont succédées, le message reste le même: il faut agir ici pour soulager là-bas.

Spéculation-faim, des rapports étroits ?

Le droit à l'alimentation est reconnu par l'ONU. Quiconque entrave ce droit devrait être considéré comme un criminel, voire un meurtrier. Actuellement, la faim reste la première cause de mortalité au monde. A quoi est-ce dû? A un manque de production? Non. Mais, entre autres, à la hausse des prix des denrées alimentaires, soi-disant due à la crise économique...

Même si la spéculation n'est pas la seule raison de la flambée des prix, comme dans le cas du

blé ou du maïs, elle en accélère le processus. Comme l'a énoncé Jean Ziegler lors de son allocution, elle est responsable de la volatilité des prix des denrées alimentaires, ce qui a engendré depuis 2008 une hausse de 78%. Pour exemple, le prix de la tonne de riz est passé de 110\$ à 1200\$. Toutes les formes de la spéculation ne sont pas remises en cause. «*Seuls 2 % des contrats à terme portant sur des matières premières aboutissent désormais effectivement à la livraison d'une marchandise. Les 98 % restants sont revendus par les spéculateurs avant leur date d'expiration*», relève, dans Le Monde diplomatique, Jean Ziegler. Le problème provient de ces 98%. Est-il normal que les marchés agricoles rapportent de l'argent au détriment des paysans, à des investisseurs tels que les banques, fonds de placement, caisses de retraites et autres investisseurs institutionnels...? Autant d'acteurs qui voient dans le blé, le soja ou le maïs de simples actifs financiers, et ne se préoccupent guère des biens physiques, qui ne passeront de toute façon jamais entre leurs mains. Depuis que la «City» de Londres a élaboré des lois plus strictes à l'égard de ce type de spéculation, une partie de ce négoce a migré à Genève. Ainsi, 65% des échanges boursiers sur les matières premières alimentaires transitent par notre canton. Le moyen d'y remédier? Elaborer une base juridique comme celle énoncée par l'initiative de la jeunesse socialiste «*Pas de spéculation sur les denrées alimentaires*».

Spéculateurs: cause de tous les maux?

Les intervenants ne se sont pas contentés de débattre de la thématique de la spéculation. Ils ont aussi dénoncé les effets néfastes, voire funestes, de la dette. Et le manque de

transparence des entreprises basées dans notre pays, entreprises quasi non-imposables. A ce sujet, l'historien et auteur Jo Lang a repris les paroles de Marc Rich, fondateur de Glencore, qui affirme que son entreprise ne s'acquitte d'impôts ni en Suisse, ni même au Mozambique, puisqu'il en paie suffisamment lui-même (sachant qu'il est domicilié à Zoug uniquement pour la beauté des paysages)! Là encore, les bases légales contraignantes manquent afin d'exiger plus de transparence de la part de nos entreprises et de respect des droits humains. Saluons toutefois l'adoption par l'Union européenne de solides normes de transparence dans le domaine des matières premières. Avec cette percée, l'UE suit les Etats-Unis et jette un peu de lumière sur les flux de paiements souvent opaques entre les entreprises actives dans le domaine des matières premières et les pays producteurs. Quand la Suisse leur emboîtera-t-elle le pas?

Le mot de la fin revient à M. Ziegler: «*ce n'est pas à l'hôtel Beauvillage que doit être la place des requins-tigres (surnom d'origine anglaise donné aux spéculateurs en matières premières) mais face au tribunal pénal international pour crime contre l'humanité*».

Carole Massy

1. Forum organisé par le «Financial Times» (FT- Global Commodities Summit 2013)



nombre croissant d'associations
Dédicaces

Autobiographie

«Sous le soleil de Midi», tel est le titre du quatrième tome autobiographique de Guy Musy qui collabore au Cotmec-Info depuis son retour d'Afrique. Ce dernier ouvrage, sans être une chronique suivie des événements qui ont marqué son séjour au Rwanda de 1970 à 1989, s'apparente à des mémoires intérieures rédigées sous forme de dialogue à deux voix. L'une parle d'ici; l'autre lui répond de là-bas. Ou vice-versa.

Guy Musy présentera et signera son livre à la COTMEC (16 Bd. Du Pont d'Arve): le jeudi 23 mai à 18h30

«Sous le soleil de midi» est publié aux Editions «La Sarine», à Fribourg, il

est disponible en librairie.

agissant dans tous les domaines de la solidarité internationale, dont la coalition suisse des œuvres d'entraide Alliance Sud, le Codap ou encore Peace Brigades International.

Ces associations demandent au Grand Conseil genevois d'augmenter, dès 2014, la contribution du canton pour la solidarité internationale de +0.1% par an, pour atteindre le 0.7% du budget de fonctionnement cantonal en 2018. Ces ressources additionnelles permettraient de dégager huit millions de francs supplémentaires chaque année. Rien qu'à la FGC, en 2013, il manque deux millions de francs pour financer les projets de coopération au développement de ses membres.

L'an passé, les Chambres fédérales ont voté l'augmentation de l'aide au développement de la Suisse à 0.5% du revenu national brut d'ici à 2015. A Genève, près de la moitié des communes consacrent déjà le 0.7% de leur budget à la solidarité internationale. Dans ce contexte, il est important que le canton joue aussi son rôle et affirme son attachement à une politique de développement ambitieuse et respectueuse des objectifs inscrits dans la loi.

Martyna Olivet

Solidarité internationale

Appliquons la loi!

La Fédération genevoise de coopération (FGC) et ses 63 associations membres -dont la COTMEC- lancent une pétition demandant la pleine application de la loi, entrée en vigueur il y a plus de dix ans, sur le financement de la solidarité internationale. Cette pétition vise à réunir plusieurs milliers de signatures en faveur de l'attribution du 0.7% du budget cantonal genevois à des projets de solidarité internationale.

Renforcer Genève dans son rôle international, tel est le vœu du législateur lorsqu'il décide, en 2001, d'un engagement fort de notre Canton en faveur de la coopération au développement, de l'aide humanitaire, de la promotion de la paix et de la défense des droits humains. Soit autant de domaines dans lesquels Genève affiche une excellence et une renommée internationale dont elle doit assurer la crédibilité et la responsabilité. Il est temps d'appliquer la loi!

Cette pétition, outre le réseau FGC, est soutenue par un

JAB

1200 Genève 2

Cotmec, Commission Tiers Monde de l'Eglise Catholique
16, bd du Pont-d'Arve, 1205 Genève
tél. 022 708 00 78, fax 022 708 00 79
cotmec@worldcom.ch
www.cotmec.ch
CCP: 12-21551-1
Rédactrice responsable: Martyna Olivet
Imprimerie: Fornara, Ge
Maquette: Pascale Castilla

éclairage

Un grain de folie

L'élection d'un pape jésuite qui porte l'habit blanc des dominicains a réveillé des plaisanteries éculées que l'on croyait disparues du paysage clérical. Celle-ci, par exemple. Un franciscain, un jésuite et un dominicain se retrouvent dans un colloque qui se prolonge tard dans la nuit. Panne de courant! Agitation fébrile du Prêchur: «Il y avait de la lumière. Pourquoi donc a-t-elle disparu?». Emoi mystique du frère mineur: «O bienheureuse pauvreté!». Efficacité du jésuite qui se lève et change les fusibles.

Je ne sais trop quel parti va prendre le nouvel évêque de Rome. Probablement un peu des trois. Fils de Loyola, il devrait agir sans délais. Mais non sans avoir préalablement réfléchi, pour faire honneur à sa blanche tunique. Et, finalement, choisir la solution la moins onéreuse, puisqu'il s'appelle «François». Un triple défi.

Face à la crise économique que nous traversons, nous ferions bien de nous souvenir de cette plaisanterie de sacristie. Un minimum de réflexion est nécessaire pour en découvrir les tenants et les aboutissants. Les bonnes questions sont donc bienvenues. Par exemple celle-ci, pour reprendre le titre d'un livre en gestation sur les bancs de la Cotmec: «Pourquoi sont-ils encore si pauvres?» Puis, proposer et appliquer le remède efficace pour redresser la barre. Mais sans précipitation. Car ce ne serait que colmater la brèche sans guérir le mal.

Voilà donc Dominique et Ignace renvoyés dos à dos. C'est alors que survient François, naïf ou subtil comme le ravi de la crèche provençale. Il chante sa joie alors que tout le monde se lamente. «A quelque chose malheur est bon», semble-t-il nous rappeler. Même la crise a du bon! Et si c'était le temps de redécouvrir un bonheur simple, mais oublié; le temps d'un partage enfin solidaire et universel? François, un «fou»? Sans doute. Mais rempli d'une sagesse qui se moque de la folie des autres hommes qui sont agrippés à la quête frénétique du «toujours plus» et qui meurent épuisés sans être comblés.»

Guy Musy

édito

Le vent tourne

L'évation fiscale ne passe plus.

Les économistes doivent être tout retournés: eux qui voient le monde en progressions régulières, de préférence géométriques comme les intérêts composés, découvrent qu'il peut subitement se retourner. Ce qui passait hier encore pour une peccadille, voire une source de profit privé honorable pour la banque et pour le client, est soudain devenu une honte que tout le monde condamne. Malgré les railleries de la droite, l'économie se moralise. Un coup de vent a emporté l'habit de l'empereur. Il faut se réjouir de ces révolutions non-violentes qui remettent le bien commun au centre du village, à côté du clocher et ce n'est pas plus mal.

Minder, même combat

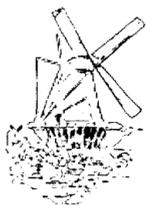
Qu'un cadre gagne en une année ce que l'employée de base du pays de la même entreprise ne gagnerait qu'en plusieurs siècles est insupportable. Que de nombreuses personnes ne trouvent pas comment gagner leur vie, comme plus de la moitié des jeunes Espagnol-e-s, l'est encore plus. Un soulèvement général se manifeste enfin contre ces inégalités imméritées. Et ce ne sont pas seulement les petit-e-s actionnaires membres d'Actares (www.actares.ch) à cheval sur la moralité, mais des caisses de retraite étasuniennes qui refusent les revenus mirobolants des pontes de la banque Julius Baer.

Et les sociétés minières?

Voici les dentistes belges et autres Français remis à leur place par leurs concitoyens indignés. Mais ce n'est que peu comparé aux grandes sociétés, notamment minières, qui s'arrangent pour épuiser les ressources non-renouvelables de pays pauvres sans leur payer le juste prix. Et cela grâce à la magie comptable qui fait disparaître le revenu du lieu où la richesse est produite à la sueur de travailleurs pour le faire réparaître dans des paradis fiscaux heureux des alouettes, même minuscules, qui leur tombent toutes rôties. Cette injustice-là est irréparable. Malheureusement, les spoliés ne sont pas des concitoyens, mais de tristes hères dénués de tout pouvoir politique. Or, la tornade de la transparence souffle là aussi. L'UE et les USA mettent la pression sur les entreprises. La Suisse joue, pour l'instant encore, les vierges effarouchées...•

Edouard Dommen

Pro Ethica
Laboratoire
d'idées en
sciences morales



pro ethica
think tank en sciences morales

Pro Ethica est un laboratoire d'idées, dont le but est d'élaborer un débat ouvert et sain autour des questions relatives à l'éthique. Fondé sur la base des organisations nommées «think tank» (organisation ouverte construite autour d'un socle permanent de chercheurs, se donnant pour mission d'élaborer sur des bases objectives, des concepts s'inscrivant dans une perspective d'intérêt général), Pro Ethica se veut l'intersection entre 3 pôles: société civile, monde politique, monde académique et élabore de la recherche de pointe, dans le but de la vulgariser. Le but principal de leurs travaux est de recueillir et d'alimenter les savoirs pertinents pour les enjeux éthiques contemporains, savoirs destinés aux journalistes, associations, mais aussi à tous les citoyens. La manière dont ces derniers s'approprient leurs articles n'appartient bien évidemment plus à Pro Ethica qui refuse toute revendication militante.

Ethométrics: le Wikipedia des questions éthiques des entreprises suisses

Au travers de sa nouvelle plateforme Ethométrics!, l'association propose gratuitement une base de données évolutive (mémoire collective dynamique) qui permet de mesurer le profil éthique des entreprises. En présupposant d'une part que les entreprises sont responsables des actions qu'elles commettent et d'autre part qu'elles ont des obligations morales, la nouvelle plateforme recense les cas d'abus et de négligences juridiques ou éthiques dont sont accusées les principales entreprises suisses et qui sont mis en avant par des ONGs, la presse sérieuse d'investigation et les organisations internationales. Les publications des entreprises elles-mêmes sont aussi prises en compte. Ainsi, les profils de Nestlé, Novartis,

Axpo, UBS, Crédit Suisse, Danzer... sont d'ores et déjà disponibles en ligne, puisque ces entreprises, vu leur importance, ont un plus grand impact et... commettent plus d'infractions! Chaque profil est construit selon les mêmes normes. Pour chacun, une carte d'identité de l'entreprise ainsi qu'un argumentaire des cas relevés avec une bibliographie sont actualisés régulièrement. Afin d'en faciliter la lecture, le site propose également toute une série de statistiques. Ainsi, le lecteur comprend qu'une des problématiques des questions éthiques est la fréquence de ces infractions, fréquences qui n'a cessé d'augmenter au cours des décennies.

La plateforme est ouverte à tous, ainsi, comme pour Wikipedia, les différentes contributions permettent d'éviter «erreurs et imprécisions». A partir d'un simple formulaire disponible sur leur page, toute personne peut proposer des modifications au comité directeur d'Ethométrics rapidement et en toute simplicité.●

Carole Massy

1. Pour en savoir plus:

<http://ethometrics.proethica.ch>

Droit du travail

Brésil: enfin les mêmes droits

Le samedi 9 février la journée théologique de la COTMEC a rassemblé une quarantaine de personnes pour s'interroger sur l'héritage de Vatican II. Reflets.

Le 26 mars dernier, le Sénat brésilien adoptait un amendement de la Constitution permettant aux employées de maison de bénéficier des mêmes règles du droit du travail que les autres

métiers. Selon la présidente du syndicat des domestiques de São Paulo, cela représente «la seconde abolition de l'esclavage» du pays.

Selon une autre syndicaliste, l'origine du travail domestique au Brésil est en effet l'esclavage. En tout cas, avec 6,1 millions d'employées de maison, soit 15 % des femmes «actives», il s'agit de la troisième occupation féminine. Les nouvelles dispositions stipulent le non-dépassement des huit heures de travail par jour, le paiement majoré de 50 % des heures supplémentaires et un tarif nocturne.

Selon un article du quotidien «Le Monde», paru le 20 mars, on en est loin au Koweït et en Arabie saoudite. Enquêtant à Madagascar sur les jeunes filles envoyées comme domestiques dans ces deux pays –pour réduire le chômage– la journaliste a lu dans leur contrat, à l'article 9, que «le travail ne doit pas excéder quinze heures par jour»...●

Michel Bavarel

Votations

Durcissements de la loi sur l'asile: n'oubliez pas d'aller voter le 9 juin
www.stopexclusion.ch

Réflexion

Quel avenir pour la COTMEC?

Sous ce titre Isabelle Fort-Mabboux, qui connaît bien notre Commission, a rédigé un travail d'été dans le cadre de sa formation à l'Atelier Œcuménique de Théologie. Nous vous livrons, ci-après, la quintessence de son propos.

La COTMEC est née en 1968. Déjà tout un programme! A la suite du refus d'un prêtre de payer la taxe militaire, des prêtres forment des groupes de discussion incluant des laïcs, d'une part sur l'objection de conscience et d'autre part sur les rapports Nord-Sud et la vente d'armes. C'est de ce second groupe que naît la COTMEC qui reçoit l'année suivante un mandat du vicairé épiscopal de l'époque consistant à sensibiliser l'opinion publique aux enjeux de la justice et à interpeller les chrétiens et les autorités de l'Eglise sur leurs responsabilités dans ce domaine. Avec la mondialisation, cette sensibilisation qui concernait surtout au départ la justice Nord-Sud a pris une autre dimension et inclut maintenant la nécessité d'un changement de comportement pour établir plus de justice au sein de notre société et entre les peuples ainsi que pour sauvegarder les bases de vie sur notre planète. Ceci dans une perspective chrétienne et humaniste, largement œcuménique. L'action de la COTMEC est orientée essentiellement vers l'information à travers un bulletin mensuel et diverses publications, ainsi que vers l'organisation de journées de réflexion théologique et la participation à des actions ou campagnes avec différents partenaires.

En ce qui me concerne, j'ai découvert la COTMEC en participant à la journée qu'elle organisait sur le thème «Environnement et spiritualité» en novembre 2006. Celle-ci m'a tellement intéressée que je me suis aussitôt abonnée au bulletin. Par la suite, j'ai participé à d'autres journées et j'ai proposé mes services de lecture pour les publications, une manière pour moi de montrer à la COTMEC ma reconnaissance pour le travail accompli mais aussi d'y collaborer.

Au départ, la COTMEC fut portée par une équipe de laïcs bénévoles. C'est seulement en 1976 qu'elle s'est vraiment structurée avec l'arrivée d'un prêtre, André Fol, la constitution d'un secrétariat et la publication du bulletin. Aujourd'hui, son travail est effectué par une quinzaine de bénévoles et deux permanentes, ce qui est bien peu en regard de la mission à remplir. Une des questions actuellement est de savoir quelle importance l'Eglise catholique de Genève souhaite continuer à donner à la

COTMEC, sachant que les forces et les ressources des Eglises –quelles qu'elles soient– s'essoufflent et que le «réseau COTMEC» a toujours été minoritaire dans cette Eglise. En même temps, la COTMEC a sûrement permis de garder le lien avec des croyants en marge de l'institution et de jouer un rôle de pont entre la société et l'Eglise. Cette question me semble pouvoir être rapprochée de celle soulevée dans la revue catholique française *La Vie* en septembre 2012 dans un reportage sur les cathos de gauche, ceci à l'occasion de la parution du livre «A la gauche du Christ» (voir page 4): Pourquoi ne sont-ils pas plus soutenus par l'Eglise? Voici la réponse fournie par le journaliste: «*Les cathos de sensibilité de gauche entretiennent une relation complexe avec l'Eglise catholique. Par sensibilité, ils valorisent davantage l'attitude prophétique du christianisme, qu'ils préfèrent (et parfois opposent) à l'instance institutionnelle et dogmatique, incarnée par les évêques et le pape, et le magistère. (...) Les milieux des cathos de gauche fournissent peu la structure en vocations, alors que ceux de droite cultivent de véritables viviers. Tout cela fait qu'à Rome, et au sein des appareils diocésains, on n'a jamais vraiment compté sur eux pour pérenniser une structure ecclésiale fragilisée, et qu'on ne prête parfois qu'une oreille distraite à leurs espérances de réforme des structures de l'autorité dans l'Eglise (...). Ce faisceau d'éléments permet de comprendre des rapports volontiers tendus (...). Les catholiques de sensibilité non droitrière – qui se recourent beaucoup avec ceux dits «réformistes» – vivent donc souvent comme une injustice le manque de reconnaissance de l'institution.»*

Parallèlement, dans la même revue, Jean-Claude Guillebaud résume le «désenchantement crépusculaire» qui domine le livre, en ajoutant: «*A bien regarder certains mouvements associatifs comme les Restos du coeur, les Indignés ou Amnesty International, on constate vite que les chrétiens y sont agissants.»* Mais sa remarque ne vient-elle pas conforter l'opinion de ceux qui pensent à Genève que ce que fait la COTMEC, d'autres le font aussi (et même mieux car avec plus de moyens), comme par exemple la Déclaration de Berne?

Cette tendance de l'Eglise à favoriser le doctrinal au détriment du caritatif semble se confirmer au niveau national puisque quatre membres du bureau de la Commission Justice et Paix ont démissionné collectivement le 4 septembre 2012, pour protester contre le manque de dialogue et de concertation avec la Conférence des évêques suisses (CES) à propos de la restructuration du secrétariat de la Commission. En effet, la CES a décidé de réduire significativement les postes attribués au secrétariat de Justice et Paix et de déménager ses bureaux de Berne à Fribourg. Pour le président de Justice et Paix, cette décision prise de manière unilatérale n'est pas juste et n'est pas saine pour l'Eglise en

Suisse, si elle veut continuer à être présente sur les questions de société.

A l'échelle internationale aussi, même phénomène. Extrait de la publication de l'Entraide missionnaire au Québec d'octobre 2012: «*L'organisme officiel de solidarité et de coopération internationale de l'Eglise catholique du Canada subit aujourd'hui une des plus graves crises de son existence. (...)*

La crise actuelle est d'envergure. Elle fait suite aux attaques, en 2009, d'une portion conservatrice de l'Eglise où quelques diocèses ont retenu les contributions de la campagne annuelle Carême de partage pour presser Développement et Paix d'ajuster sa mission à l'interprétation du magistère actuel. Cette tendance conservatrice préfère la charité au combat pour la justice sociale et se méfie de l'autonomie des personnes laïques; elle soigne aujourd'hui ses relations avec le gouvernement au point de stopper l'actuelle campagne intitulée Agissons pour la justice et jugée trop politique. (...)

Dans le numéro de la revue *La Chair et le Souffle* (publiée par la faculté de théologie de Neuchâtel) du printemps 2012 consacré à la pauvreté, Gottfried Hammann, pasteur à la Pastorale de la Rue de Lausanne, fait remonter la scission de l'enseignement doctrinal et le service des pauvres à Actes 6 (versets 2 à 4) en ajoutant: «*soit elle (l'Eglise de demain) s'interrogera sur son service, son ministère en notre temps, allant principalement à la rencontre des besoins les plus concrets des gens, soit elle étouffera dans ses contradictions.»*

Finalement, la question principale n'est peut-être pas «Quel avenir pour la COTMEC?» mais «Quel avenir pour l'Eglise?»...●

Isabelle Fort-Mabboux

Recension

A la gauche du Christ

C'est sous ce très bon titre que vient de paraître un gros pavé (bien sûr !) de couleur rouge (bien sûr !). L'ouvrage recueille, en quelques 600 pages, les contributions d'historien-ne-s, sociologues, professeur-e-s et maîtres-ses de conférence qui, rassemblées et cimentées par Denis Pelletier et Jean-Louis Schlegel (éd. le Seuil) traitent de manière exhaustive des chrétiens de gauche de 1945 à nos jours.

Bien que l'inventaire historique soit français, les Helvètes fidèles à la Cotmec s'y reconnaîtront sans peine, spécialement, bien sûr, dans la partie contemporaine marquée par le Concile Vatican II et Mai 68.

Avant ces événements marquants, depuis la fin de la guerre, on sent monter la résistance à l'Eglise doctrinale et les espoirs de libération principalement par le syndicalisme et les mouvements ouvriers, et toute l'Action catholique qui engage les chrétien-ne-s à voir, à juger et à agir. Avec un tel message, ils se lancent dans des actions pour la justice sociale et, parlant, s'engagent sur le terrain politique.

Etre le sel de la terre ou le levain dans la pâte

humaine est une aspiration de ces chrétien-ne-s qui rêvent de retrouver une communauté plus proche des débuts du christianisme, où le Bien ne serait pas uniquement confiné à la charité.

Le Concile offrira ce moment de conjonction, si rare dans l'histoire religieuse, sorte d'instant miraculeux, moment messianique où l'institution ancienne, stratifiée, routinière et dogmatique va se laisser rejoindre par les interpellations de la base engagée. Depuis, ce moment de grâce a fait long feu et l'Eglise, pour faire court, se dichotomise en deux familles d'esprit de plus en plus distinctes.

Aujourd'hui, le Pape et la Curie ont repris l'avantage sur les conférences épiscopales, l'œcuménisme est en panne, l'accès à la prêtrise des femmes et des hommes mariés est moins que jamais à l'ordre du jour, l'intégrisme et le fondamentalisme progressent.

Face à cela les chrétien-ne-s de gauche, vieillissant-e-s, demandent toujours aux Eglises de prendre position dans la vie publique sur l'immigration, l'exclusion, la pauvreté, la dignité...

Et puis, aucune de ces deux familles n'a vu venir la fin de l'euphorie économique, la déillusion à l'égard des dogmatismes et l'arrivée en force du consumérisme, de l'individualisme, de la liberté sexuelle, des technologies de la communication, de la mondialisation. Tout cela a contribué à faire voler en éclats les rites de rassemblements, à séculariser la société. Ajoutons à cela la crise et l'on sonne le glas des utopies sociales.

Pessimisme? Non. Beaucoup de ce qui alimentait les revendications d'hier est passé, de fait, dans les textes officiels d'aujourd'hui. Et Jean-Louis Schlegel, sociologue des religions, de terminer ainsi l'opuscule: «*Cela mérite d'être retenu au crédit de ce que la Gauche du Christ a insufflé dans le grand, le vieux corps chrétien. Quoi qu'on dise, si une juste inquiétude, une inquiétude évangélique, étreint encore et parfois secoue les Eglises, c'est bien souvent à l'aiguillon des chrétiens de gauche, chrétiens en liberté, chrétiens critiques, qu'elles le doivent.»*

Roland Pasquier

Formation

Et si croire avait du goût?

Le thème de la prochaine volée de l'Atelier Œcuménique de Théologie (AOT, www.aotge.ch) qui commencera en septembre 2013 met l'eau à la bouche. Depuis 1973, cette formation a été suivie par plus de 1'700 personnes qui la décrivent selon le cas comme un lieu pour mettre à jour des questions de culture religieuse, un lieu pour envisager un nouvel élan, un lieu pour mieux comprendre sa tradition ecclésiale et celle d'autres Eglises, ou encore un lieu pour relire les traces de Dieu dans sa vie. Ainsi, l'AOT rassemble des hommes et des femmes aux histoires et aux attentes diverses et veut être au service de celles et ceux qui cherchent à transformer leur errances en itinérances.

Portrait d'Aude Morisod Une aumônière particulière

L'histoire de l'aumônerie auprès des gens du voyage ressemble à un récit fait de rencontres, de souvenirs et de découvertes d'une autre culture. Un voyage dépaysant, même si nous ne traversons aucune frontière. Rencontre.

Quel est votre parcours?

Valaisanne d'origine, j'ai effectué un diplôme en pédagogie curative à l'université de Fribourg où je vis actuellement, quand je ne suis pas sur les routes avec la caravane de l'aumônerie. Par la suite, j'ai repris mes études à l'IFM afin d'obtenir un diplôme d'animatrice pastorale.

Comment est née cette aumônerie?

Par une interpellation. A la fin d'une cérémonie religieuse, le prêtre a demandé à l'assistance si certains souhaitaient s'engager auprès de Gens du voyage, qui cherchaient des parrains pour plusieurs confirmations qui auraient lieu 15 jours après. Je suis, depuis mars 1995, marraine d'une jeune femme issue d'une famille yéniche. Avec le frère Jean-Bernard Doussé a commencé, en compagnie de cette minorité suisse, une aventure dont l'initiative leur revient: c'est un chef de famille élargie qui avait contacté l'évêché à Fribourg pour demander cette confirmation. Nous avons contacté également les Petites Soeurs de Jésus qui vivaient avec les familles de forains. Ensemble, nous avons décidé d'organiser un pèlerinage. Les choses ont mis du temps à se construire. Nous avons eu des contacts avec l'Aumônerie nationale des Gitans et des Gens du voyage en France: malgré nos différences nous avons reçu de leur part un soutien magnifique. Le premier pèlerinage à Einsiedeln remonte à juillet 1999. Avant de partir, nous avons reçu

un camping-car. Nous avons donc pu d'emblée vivre comme eux, et instaurer ainsi une réciprocité. Plus de deux cents personnes ont participé à ce pèlerinage. Nous avons mis en place des temps de prière et de recueillement en adéquation avec leur façon de vivre afin d'établir un meilleur échange

D'où vient l'étincelle du départ?

Nous avons senti, de leur part, une quête puissante de sens et de compréhension du catholicisme qui est leur religion traditionnelle. De mon côté, je suis d'avis que l'Eglise est un témoin de premier ordre. Elle doit jouer le rôle d'éveilleur de la société avant que ne se créent des associations indépendantes. Et cette tâche était en accord avec ma formation.

Quelles sont les bases de ce rapport de confiance?

Réciprocité et inculturation. À l'origine concept théologique, l'«inculturation» est une manière d'évangéliser en s'adaptant à la culture à laquelle elle est destinée. Dans notre démarche, il y a eu une volonté d'établir un échange et un équilibre entre le groupe de l'aumônerie -qui comprend des membres voyageurs- les membres sédentaires et l'ensemble des Gens du voyage. Nous sommes nés ensemble. Ils nous aident à mieux comprendre leur culture, très codifiée, et nous leur offrons des temps d'échange autour de questions bibliques.

Quel est votre quotidien?

Nous continuons à organiser des pèlerinages. Sinon, je partage mon temps entre mon bureau à Fribourg et ma vie à leurs côtés. Nous sommes en contact avec différentes personnes qui nous proposent de passer quelques jours auprès de leurs familles. J'installe la caravane de l'aumônerie auprès d'eux, je prépare ma table sous l'auvent et j'attends. Une ou deux personnes viennent alors me voir et on ouvre la discussion.

D'où provient la méfiance envers ces populations?

Je pense que les gouvernements ont toujours eu peur des

populations nomades. Ils ont l'impression qu'elles sont moins contrôlables. D'ailleurs, la soif de liberté et le besoin d'identité caractérisent ces populations. Il faut aussi informer la population: les Yéniches sont de nationalité suisse, ils ont été reconnus par la Confédération comme minorité nationale. En leur sein, proportionnellement, il n'y a pas plus de pauvres, de prisonniers ou de divorces que dans nos populations sédentaires. Nous essayons d'ouvrir le dialogue entre les autorités communales et les familles à la recherche de terrains, afin de faire entendre leurs voix et de dissiper les malentendus.●

Interview: Carole Massy

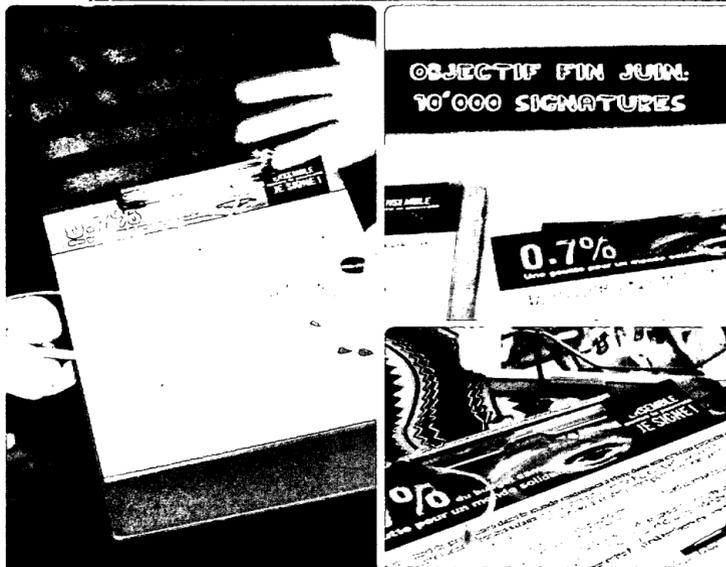
Gens du voyage en Suisse

En Suisse, l'ethnie la plus répandue est celle dénommée Yéniche (environ 90%). Elle a été déclarée minorité nationale. Dans la langue yéniche, il y a de nombreux mots issus du rotwelsch, dialecte germanique parlé notamment en Suisse centrale au Moyen âge. Les Yéniches, contrairement aux Roms, d'origine indienne, sont issus de migrations de populations européennes. A l'origine de confession catholique romaine, ils développent, depuis les années 1980, une sensibilité aux mouvements évangéliques. Actuellement, environ 35'000 Yéniches sont domiciliés dans notre pays, dont 5'000 de tradition nomade.

Les 10% restants sont des Manouches (Manisch, en dialecte suisse alémanique). Nous devons encore mentionner les Roms, installés principalement en Europe de l'Est où leur statut n'est pas reconnu. Ils souffrent de discriminations. C'est pourquoi il est nécessaire d'inciter les autorités à faire évoluer leurs conditions dans leur pays d'origine.●

Carole Massy

Plus d'informations: www.migratio.ch ou www.ceferino.ch



Célébrer la Création

L'eau, propice à la vie

Pour mémoire, célébrer «Un Temps pour la Création» remonte au troisième rassemblement œcuménique européen de Sibiu, en 2007. Dès lors, les Eglises suisses recommandent de consacrer la période entre le 1er septembre et le 4 octobre «à la prière en faveur de la protection de la Création et à la promotion d'un mode de vie durable». Un appel entendu de longue date par OeKu, Eglise et environnement qui propose chaque année, dès le mois de juin, du matériel pour les paroisses afin de les encourager à aborder un thème environnemental spécifique sous l'angle de la liturgie, de la prédication, etc. Cette année, l'attention se focalise sur les écosystèmes aquatiques, avec le slogan «Lacs et flaques, frais ruisseaux - les eaux, milieux de vie.»

Un thème particulièrement pertinent en Suisse, où les cours d'eau, nombreux, sont utilisés de manière intensive et demandent une attention importante. Selon l'Office fédéral de l'environnement, 10'800 kilomètres de rivières nées

Solidarité internationale Bilan intermédiaire

A mi-parcours, la pétition en faveur de l'application de la loi genevoise sur le financement de la solidarité internationale dépasse les 6'000 signatures. Un résultat favorable qui a été atteint grâce à la précieuse participation des 63 membres de la FGC, dont la COTMEC. La campagne bénéficiaire du soutien de plus de 20 associations de la société civile telles que Médecins du monde, le WWF ou encore l'Organisation mondiale contre la torture. Il s'agit de maintenir l'effort de mobilisation afin de pouvoir présenter un résultat aussi large que possible à notre futur gouvernement cantonal.●

L'équipe de la COTMEC

sitent une renaturation. Reste que la qualité des eaux dites de surface est bonne et abondante dans notre pays. Entre lacs, mares, étangs et ruisseaux, c'est toute une diversité biologique qui continue à illustrer le souhait émis par Dieu dans le premier récit de la création (Gn 1, 20) «Que les eaux grouillent de bestioles vivantes».

Avec ce thème, OeKu continue sa série thématique dédiée aux différents écosystèmes qui a débuté en 2011 avec la forêt et se poursuivra, en 2014, par l'espace urbain puis les montagnes (2015). Si d'aventure vous souhaitez approfondir cette thématique sous un angle plus géopolitique (accès à l'eau, consommation, prix, etc.), sachez que l'équipe d'animation de la COTMEC a mis sur pied un atelier de 2h entièrement consacré à la problématique, pour jeunes et adolescents.●

Martyna Olivet

Commande de matériel:
COTMEC, info@cotmec.ch ou
OeKu, info@oeku.ch, tél 031 398 23 45

éclairage

Pleure, prie, danse

Face à une épreuve collective ou individuelle, la culture, le climat, l'histoire, la religion nous ont appris à réagir différemment. On vient de me rapporter cette réflexion d'un Haïtien, citoyen d'un pays qui en connaît un bout en matière d'épreuves. «Quand un cataclysme surprend les Haïtiens, disait-il, ils commencent par pleurer, puis il prient et finissent par danser!»

Vous imaginez la surprise d'un Occidental rationnel et efficace? Il peut comprendre à la rigueur que les Haïtiens ont besoin de pleurer dans leur malheur. Mais, de grâce, qu'ils ne pleurent pas trop longtemps. Prier? Du temps perdu qui retarde la reconstruction d'un pays ravagé. Mais alors danser? De la pure folie! Danser au milieu d'éboulis, de décombres fumants? La salsa sur un monceau de cadavres en décomposition? Cela dépasse, insulte et révolte notre entendement. Et pourtant...

Quittons nos schémas conventionnels et tentons de comprendre l'incompréhensible. Si la danse exprimait la solidarité sensible des incapables, le réconfort tangible et même la joie étrange de se sentir encore vivants? La danse propulse l'éprouvé vers une vie nouvelle encore à définir et à construire. Il n'est plus seul dans ce combat, mais porté chaleureusement par ses frères et soeurs de souffrance. Danser ne vaut-il pas mieux, dans un premier moment, que parachuter des couvertures et des toiles de tentes portant l'emblème de nos croix rouges ou blanches, ou le logo de la Chaîne du bonheur? Rien ne peut être solidement construit sans ce premier réflexe de proximité vitale, communautaire, familiale ou nationale.

Les cérémonies de deuil dans le secret de la stricte et froide intimité sont insensées et même perverses. Laissez donc les amis faire un pas de danse avec les affligés et les endeuillés. La vie reprendra plus vite son cours.●

Guy Musy

édito

Un coup sur la tête

Alors qu'on annonçait les résultats du scrutin sur l'asile, le dimanche 9 juin, j'étais en compagnie des militants qui avaient mené la campagne de la votation à Genève, au prix d'efforts considérables. L'ampleur de la défaite nous a donné un coup sur la tête, même si personne n'avait rêvé l'emporter. «Vous l'avez bien cherché en lançant ce référendum perdu d'avance!» aurait pu nous apostropher un contradicteur chagrin. Aurait-il mieux valu courber l'échine et rester cois? Non! répondait-on: «On continue, on n'a pas le choix!» On n'a pas le choix pour l'honneur, pour montrer aux requérants d'asile qu'ils ne sont pas abandonnés, pour instiller un minuscule doute dans les esprits.

Des esprits qu'il s'agit de tenter de comprendre. Certes, un tel plébiscite a sans doute moult raisons... Parmi lesquelles la présence de délinquants et de dealers (mais existerait-il des dealers sans consommateurs?) Ou les problèmes de coût, de logement, etc, engendrés par des requérants d'asile au nombre fluctuant (peut-être à relativiser au vu de la situation d'un pays comme le Liban, deux fois moins peuplé que le nôtre et qui, bon gré mal gré, accueille un demi-million de Syriens...)

On subodore des causes plus indirectes. Ainsi, pour se borner à ceci, les agissements de nos banques accueillant l'argent de dictateurs et d'évadés fiscaux troublent depuis quelques décennies l'image idyllique d'une Suisse sans reproche. D'où un malaise diffus, un parfum d'hypocrisie. Parfum qui remontait par la bouche de ceux qui, ce 9 juin, répétaient ad nauseam que les «mesures urgentes» votées ce jour-là renforcent la «tradition humanitaire de la Suisse». Alors que, nous en sommes témoins, l'inhumain fait déjà trop souvent irruption dans la manière dont on traite ceux qui demandent notre protection.

Et il y a ce qui nous cerne: les périls écologiques, le chômage de masse, le retour de la misère dans nos contrées, la marginalisation d'une Europe en train de perdre ses privilèges... Alors c'est le repli sur soi, dans l'illusion de se protéger. Avec une vague de haine ressassée d'une vague de peur. Au soir de ce même 9 juin, on voyait à la télévision un reportage sur les Espagnols qui vont trouver du travail au Maroc. Des Portugais, eux, émigrent en Angola. Dans un passé pas si lointain, des Suisses, «réfugiés économiques», sont allés chercher fortune en Amérique latine. Nous aussi pouvons avoir besoin des autres.●

Michel Bavarel

Initiative nationale

Cumuler solidaire

Des initiatives solidaires originales fleurissent dans nos sociétés en crise. Zoom sur l'une d'entre elle, qui s'adresse à tous les consommateurs suisses: la Solikarte. Elle permet de cumuler des points dans les supermarchés Migros, afin d'offrir des bons à des requérants d'asile déboutés qui vivent des situations de grande précarité.

Que l'on apprécie ou non le principe des cartes de fidélité dans les commerces, le projet initié par Deborah Buess séduit. Cette jeune femme de 21 ans finance ses études de géologie en travaillant durant l'été à la caisse d'un supermarché, où elle voit défiler des milliers de cartes Cumulus. Elle se dit alors que cumuler individuellement n'apporte pas grand-chose, alors que certains auraient vraiment besoin de ces bons. Elle pense aux personnes soutenues par Solidaritätsnetz Ostschweiz, l'organisme d'aide aux réfugiés dans laquelle elle est engagée à titre bénévole.

Simple, mais efficace

Une idée germe en elle, qu'elle s'empresse de concrétiser: développer plusieurs Solikartes, utilisables aux caisses de la Migros (comme une carte Cumulus), toutes munies d'un code barre identique. Les points ainsi récoltés alimentent donc tous le même compte et, une fois convertis en bons, sont distribués à des requérants d'asile déboutés soumis au régime de l'aide d'urgence (pour rappel, l'aide d'urgence donne droit à un hébergement minimal et une aide en nature ou en espèces de 8 à 12 CHF par jour).

Le principe est simple et le projet démarre à petite échelle. Par le bouche à oreille, il prend rapidement de l'ampleur et les Solikartes se multiplient en Suisse alémanique et débarquent en Romandie et au Tessin. Ainsi, plus de 33'000 CHF ont déjà été redistribués à des personnes en

grande précarité par le biais d'organisations locales, grâce à la Solikarte. Un rectangle rouge qui sème des points solidaires comme autant de graines d'espérance.●

Hélène Bourban

Informations et commande de cartes sur www.solicarte.ch

Action de Carême

Un souffle renouvelé

Action de Carême tire un bilan réjouissant de l'année 2012. Entre des rentrées de fonds plus importantes et la finalisation de sa nouvelle stratégie d'organisation, l'œuvre d'entraide catholique aborde l'avenir avec optimisme. D'autant plus qu'une d'étude met en lumière l'impact positif de ses projets élaborés dans le cadre du thème Foi et Justice.

La confiance des donateurs envers le travail conséquent d'Action de Carême (AdC) en faveur des droits humains et contre la pauvreté a porté les fruits de la solidarité et planté les graines d'un développement qui libère.

Embellie financière

Au cours de la campagne de Carême 2012, ce sont plus de 9 millions de dons privés qui ont été enregistrés, soit près de 800'000 de plus par rapport à l'année précédente. Un bilan très positif pour la plus longue campagne œcuménique au monde qui a fêté sa 44ème édition.

Impact multiple des projets

En plus de l'embellie financière, une étude réalisée fin 2012 met en lumière les effets positifs des projets de terrains, élaborés dans le cadre *Foi et justice*, qui ouvrent la voie d'un développement à plusieurs facettes pour les bénéficiaires.

Savoir et confiance en soi

Sur le plan personnel, pour commencer, les femmes et les hommes en situation de précarité relèvent gagner en savoir, en capacité d'analyse et de réflexion.

Un moteur qui les pousse à s'engager davantage au sein de leur communauté. Les femmes, en particulier, soulignent le gain de confiance apporté par les projets.

Dialogue et coopération

Sur le plan communautaire, les familles voient leurs conditions de vie améliorées: la production agricole augmente, tout comme les revenus. Ce qui a pour conséquence d'apaiser les tensions entre les différents groupes ethniques. Dans ce contexte, le dialogue est favorisé entre les membres de la société civile, y compris avec les communautés de foi et les Eglises. Lorsque le dialogue est renoué, on constate qu'il y a davantage de personnes prêtes à s'unir pour s'organiser dans la défense commune de leurs intérêts.

Respect des droits accrus

Enfin, la libération de la parole et le processus de démocratisation ont des effets importants jusque sur la politique locale et la situation des droits effectifs des communautés. Ainsi, dans la mise en oeuvre de ses projets de développement dans le cadre du thème *Foi et Justice*, l'Action de Carême adopte une approche libératrice de la religion. Une approche qui signifie aussi un engagement facilité et renforcé des bénéficiaires au sein de la société. L'étude menée en 2012 incite AdC à continuer de décliner ce thème en lien avec la sécurité alimentaire et les droits humains.●

Martyna Olivet

Erratum

Dans le numéro de mai 2013, le chapeau de la brève de Michel Bavarel consacrée au droit du travail au Brésil (p. 2) n'était pas en rapport avec l'article. En lieu et place de la journée d'étude, nous souhaitons mentionner la campagne nationale "Aucune employée de maison n'est illégale", que nous traiterons prochainement.

Gaspillage alimentaire

2013: année

anti-gaspillage!

«Merci Seigneur pour ce repas» C'est ainsi que commençait chaque repas du temps de mon enfance et peut-être de la vôtre aussi. Les convives prenaient le temps de rendre grâce et, partant, considéraient la nourriture préparée avec respect. De plus, deux-trois règles simples invitaient à ce respect: on goûte de tout, on finit ce qui est dans son assiette. Souvenirs idéalisés? Nostalgie? Peut-être. Mais l'attention à ne rien gaspiller était ancrée dans les habitudes: charlotte aux pommes composée de pain sec, soupe apprêtée avec les restes...

De ce bon sens hérité des familles rurales nous avons à réapprendre. D'autant que quelques décennies sont venues tournebouler l'ensemble de la chaîne alimentaire. Aujourd'hui, le gaspillage est colossal à tous les niveaux, de la production à la consommation en passant par la distribution. De près ou de loin, ce problème est en lien avec bon nombre de dossiers suivis scrupuleusement par la Cotmec.

La faim est un scandale

De Jean Ziegler dans son livre éponyme à Susan George dans «Pourquoi sont-ils si pauvres?», nombre d'auteur-e-s ont dénoncé les mécanismes d'une production agricole qui devrait nourrir tous les locataires de la terre, mais qui, pour des raisons de profit, est prise en otage par les multinationales et par les bourses des produits, poussant les pays pauvres à la monoculture au détriment des cultures vivrières. Quand ce n'est pas pour nourrir nos animaux ou nos voitures! Le Cotmec-info s'est aussi fait l'écho de la lutte contre les OGM, du combat de lu réseau pour le droit à l'alimentation *FIAN* pour la souveraineté alimentaire, de l'infatigable ténacité des Paysans sans terre pour récupérer des biens dont, de fait, ils ont été spoliés. Ce tableau, rapidement brossé, a les couleurs sombres d'un gaspillage mondial des ressources.

Intermédiaires

Est-il besoin de rappeler le rôle néfaste des intermédiaires qui augmentent le prix des marchandises, créent des besoins à leur guise, font voyager les denrées d'un bout à l'autre de la terre?

Nous en arrivons à la distribution, aux magasins et aux marchés où nous avons nos habitudes.

Que de gaspillage s'est déjà produit avant que nous remplissions nos paniers! Avec conscience,

nous résistons aux fraises de février, aux asperges du Mexique: nous connaissons notre rôle de *consomm'actrice* et de *consomm'acteur*.

Conscience accrue mais...

Cette conscience s'est heureusement développée ces dernières années qui ont vu fleurir les ouvrages, les sites internet, les initiatives, les groupes de producteurs soucieux de garantir une agriculture biologique et de proximité.

Car c'est surtout au moment de remplir nos frigos et de faire nos provisions que les choses se gâtent (c'est le cas de le dire!). Emporté-e-s par notre train de vie effréné, nous passons si peu de temps à élaborer les repas et à cuisiner que le quart de nos achats finira à la poubelle!

Il y a donc un problème que nous ne pouvons pas ne pas mettre en relation avec cette cruelle réalité: on compte un milliard d'affamé-e-s, près d'un tiers de la population mondiale souffre des séquelles de la sous-alimentation et la faim est la principale infanticide des pays pauvres. Les pertes alimentaires, tous échelons confondus, se monteraient à 55% de la production agricole de la planète!

Alors, 2013, année zéro-gaspi? Malheureusement, on en est encore loin, mais heureusement, la conscience est en chemin.

Penser globalement

Alertés par les organisations supranationales (*ONU, FAO, OMS, PNUD*), certains gouvernements commencent à réagir, même si, chevillés qu'ils sont aux multinationales et à l'industrie agroalimentaire, l'action peine à suivre l'intention.

Deux exemples:

1. En janvier 2012, le Parlement européen a voté une résolution pour réclamer des mesures capables de réduire de moitié le gaspillage alimentaire d'ici 2025 et d'améliorer l'accès aux aliments pour les démunis-e-s.

2. En France, l'Etat a présenté son plan national contre le gaspillage en six étapes: implication des consommateurs comme acteurs, encadrement de la grande distribution et de l'industrie de transformation, amplification de la collecte associative et de la redistribution, gestion rationnelle de la restauration collective, récupération des invendus des marchés, engagement des agglomérations dans le tri et le ramassage des denrées.

Agir localement

N'attendant pas que le changement vienne d'en haut, de nombreuses initiatives voient le jour, notamment animées par des jeunes inventives-tifs et branché-e-s. Florilège:

- Un chef cuisinier de Franche-Comté, converti par éthique aux cantines scolaires, partage



avec les 400 adolescent-e-s de son établissement son souci du «manger juste». Il a ainsi rédigé le décalogue de l'élève engagé: Tu ne diras pas "c'est dégueulasse"; tu apprendras à goûter; tu n'auras pas les yeux plus gros que le ventre, etc. Ces sentences sont à même de faire baisser le gâchis (pesée des retours de plateaux). Pratiquer le compostage, manger selon ses besoins réels, refuser la pub, éviter les fast-food, accepter une évolution des goûts font partie de la pédagogie à long terme.

- D'autres organisent des *events* via Facebook pour récupérer les fruits et légumes des marchés parisiens destinés au rebut. On épluche, on émince en musique sur la place publique et les passant-e-s sont invité-e-s à partager ce repas court-circuité de la benne.

- Un internaute passionné a créé une application pour *smartphone* qui signale les promos des supermarchés sur les produits proches de la date limite. Les grandes surfaces sont de plus en plus nombreuses à s'y intéresser.

- Et on a entendu parler de ces festins géants londoniens créés par un militant où 5000 convives partagent un repas de récup'...On s'approche de la multiplication des pains!

Entre notre frigo et notre four, nous, cuisinière et cuisinier responsables et conscientisé-e-s, avons sans doute encore du chemin à faire pour retrouver le bon sens ancestral qui tendait au gaspillage zéro.

Alors, comme on dit dans les restaurants gastronomiques: «Bonne continuation!»●

Roland Pasquier

Partage: surplus solidaires

Dès 6h30, deux camions à la pomme verte sillonnent la ville, s'arrêtant devant les principales grandes surfaces de Genève, mais aussi des restaurants d'entreprise et des centres de production maraîchère et agricole. Ils appartiennent à l'association Partage, créée en 2005, qui gère la première centrale alimentaire à vocation sociale du canton.

Son but? Récupérer les denrées alimentaires en surplus, victimes d'erreurs d'étiquetage, ou proches de la date de péremption. Les magasins n'ont certes pas le droit de vendre ces produits, mais ils restent propres à la consommation, parfois même longtemps. Acheminées vers un centre de dépôt à Carouge, ces denrées sont inventoriées, triées, parfois même reconditionnées comme c'est le cas pour la viande, et stockées dans des chambres froides le temps d'être redistribuées gratuitement.

En effet, toutes les semaines, près d'une soixantaine d'associations et services sociaux de la Ville et du canton passent commande à Partage pour des produits de première nécessité: fruits, légumes, féculents, viande, produits laitiers, conserves, sucre, sel, huile, boissons, etc.

Mieux encore: à partir de légumes récoltés dans la journée en quantité excédentaire, Partage fabrique de la soupe qu'elle livre soit chaude aux bénéficiaires, soit congelée sous vide. Au total ce sont plus de 1200 tonnes de denrées alimentaires qui sont distribuées par an et qui contribuent, notamment, à la confection de quelque 1600 repas gratuits par jour.

C'est un système gagnant-gagnant: les entreprises partenaires (plus de 200) apprécient de n'avoir qu'un seul interlocuteur pour la gestion d'une marchandise souvent compliquée à redistribuer de manière efficace et équitable, et onéreuse à détruire. Partage propose aussi un service tarifé pour le tri des déchets et leur acheminement vers des filières adaptées pour la destruction ou le recyclage, ce qui génère ainsi des recettes. Car l'association fonctionne aussi comme une entreprise sociale et formatrice, qui engage des personnes en emploi de Solidarité et les forme à l'acquisition de nouvelles compétences. Ce n'est pas tout: deux fois par an, l'association organise la plus grande opération de bénévolat de la ville, «le Samedi du partage», où chaque client est invité à déposer des produits d'hygiène et des denrées alimentaires dans un container à la sortie du magasin. En novembre passé, les Genevois ont ainsi récolté 130 tonnes de marchandise. Record à battre ce mois-ci.●

Martyna Olivet

CONCERT DU JUBILÉ DES 45 ANS DE LA COTMEC

Un dialogue interculturel à travers la musique

Depuis l'Amazonie bolivienne « l'Ensamble Moxos » vient à Genève, invité par la COTMEC, pour continuer le dialogue musical, né dans les missions jésuites des XVII^e et XVIII^e siècles. Ces jeunes musiciens nous apportent un répertoire coloré, magique, riche en spiritualité et humanité où les mondes historiques et mythiques s'entremêlent.



Au XVI^e siècle, les peuples originaires de la Bolivie sont exploités par un système colonial qui les asservit dans les plantations agricoles ou dans les mines de Potosí. Cependant, les jésuites protègent les peuples de l'Amazonie en les regroupant dans les missions fondées à Chiquitos et à Moxos. Ils voient dans les arts un moyen efficace pour les évangéliser; ainsi la peinture, la sculpture et surtout la musique y sont enseignées quotidiennement. Sans aucune imposition, mais dans un processus de transformation graduel où le talent et la créativité des natifs jouent un rôle fondamental.

En 1767, les jésuites sont expulsés par le pouvoir colonial et l'utopie des missions disparaît... Les peuples de la forêt traversent une longue nuit d'opprobre. Mais, les traces laissées par les jésuites associées à une créativité musicale éclatante et naturelle, imprègnent leur identité et enrichissent leur patrimoine culturel. De la rencontre heureuse du baroque européen et de l'imaginaire sonore de ces peuples est né l'univers de la musique baroque des missions, « le baroque missionnaire ». Cette musique vit dans la liturgie célébrée dans les églises des communautés villageoises et dans la célébration de leurs fêtes traditionnelles. Ce patrimoine a été perpétué sans discontinuer jusqu'à nos jours par les familles qui ont recopié amoureuxment les partitions à mesure qu'elles s'abîmaient. La Bolivie est le seul pays au monde où un baroque vivant a traversé les siècles... Où la musique européenne fut transformée, embellie et enrichie de mille façons par l'imaginaire local. Et où les églises, de vrais bijoux d'architecture édifiés à l'époque, existent toujours.

L'ancienne mission de San Ignacio de Moxos – fondée en 1689 – est la capitale folklorique du département amazonien du Beni. En décembre 2012, sa fête patronale a été inscrite sur la liste du Patrimoine culturel immatériel de l'humanité par l'UNESCO. Cette festivité donne l'occasion d'admirer des danses de l'Amazonie, une profusion de masques et, surtout, « les bajones », des flûtes de pan géantes ! Depuis 1996, San Ignacio a son école de musique, ses élèves les plus doués jouent dans l'Ensamble Moxos, ils sont très jeunes (16-26 ans), à la fois chanteurs, danseurs et musiciens multi-instrumentistes. Cet ensemble possède une archive musicale de plus de 14000 partitions récupérées, en grande partie, par la directrice Raquel Madonado et le directeur administratif Antonio Puerta. L'un des centres de ces recherches est le territoire du TIPNIS¹ où vivent des nombreux musiciens autodidactes qui jouent de violons construits par eux-mêmes et qui recopient les partitions de leurs ancêtres en castillan, en langue originaire, voire en latin. Ce répertoire contient des vêpres, des sonates, des opéras, des messes polyphoniques. Certaines de ces œuvres ont été composées par Domenico Zipoli (Italie) et Martin Schmid (Suisse).

L'Ensamble Moxos a donné des concerts dans 16 pays d'Amérique Latine et d'Europe. Quatre albums et un DVD témoignent de sa trajectoire. Une synthèse des trois premiers travaux a été éditée par le label français K617, dans la collection « Les chemins du baroque » sous le titre « Chants et danses baroques de l'Amazonie ». L'école vit grâce à la vente de ce matériel. Cet établissement est un vaste projet social et culturel dont bénéficient gratuitement plus de 200 enfants et adolescents provenant des couches de la population les plus défavorisées. La musique leur permet de revendiquer leur identité et de sauvegarder la fierté de leurs racines culturelles et spirituelles. En somme, ce centre de formation et de recherche est un bel exemple de développement durable.

Wilma Jung

¹ TIPNIS: Sigle du Territoire Indigène et Parc National Isiboro Sécure. Cette zone protégée du département du Beni a été d'abord reconnue comme parc national et depuis 1990, aussi comme territoire indigène. Isiboro et Sécure sont les deux rivières principales du site qui compte 66 communautés moxeñas, yuracarés et chimanes.

APPEL

Besoin de vous!

Chères lectrices, chers lecteurs,

Au cœur de la tourmente, malgré les difficultés actuelles, la COTMEC souhaite vivement que les projets qu'elle a initiés voient le jour. Afin de finaliser le livre sur les pauvretés, pour lequel un important travail a déjà été réalisé, la COTMEC a besoin de votre soutien financier. Elle craint que, faute de tels moyens, l'interpellation et le message d'espérance au cœur de cet ouvrage ne soient jamais publiés et finissent dans un placard.

Merci d'avance de votre don !
Toute contribution est bienvenue.

Banque Cantonale de Genève,
Commission tiers-monde de l'Eglise catholique, 16, Bd du Pont d'Arve, 1205 Genève
IBAN : CH61 0078 8000 E079 3079 9

TÉMOIGNAGE

Mot du président

Claude Fol, président de la COTMEC, s'est fortement engagé pour représenter la Commission, en particulier ces derniers mois. Il nous livre ici sa relecture des événements.

Personnellement, j'ai fortement l'impression que, depuis deux ans, la COTMEC n'est plus reconnue par quelques membres du Bureau du CPC et du Conseil du Vicariat et que son existence est mise en doute. Peut-être la COTMEC dérange-t-elle trop par sa parole libre et indépendante...

Une violente réaction s'est manifestée après la Journée théologique « Déconstruire les pauvretés » en février 2012. Sur la base d'une simple énumération de ces dernières, l'ordre de stopper la réalisation du livre a été donné à la permanente responsable de notre Commission, sans même chercher à connaître le projet de ce livre et son objectif. Sans chercher non plus à rencontrer la Commission.

Après cinq mois, une délégation de la Commission a enfin été reçue par le Bureau du Conseil Pastoral (CPC). Cette première séance a permis la mise à plat des tensions existantes, en particulier celles dues à des décisions unilatérales sans consultation de notre part lors de la séparation entre le service de la nouvelle diaconie et la COTMEC.

Lors d'une deuxième réunion, au mois de septembre, nous avons cherché ensemble à redéfinir notre mandat, qui a été reconduit. Lors de cette séance, Mgr Farine nous a demandé expressément de le tenir au courant des démarches de la Commission, de ses recherches et de sa vie en général. Il fut également précisé que plusieurs voix pouvaient se faire entendre dans l'Église, voire que « même des avis contraires pouvaient s'exprimer... »

La rencontre d'information du mois de novembre, que nous avons sollicitée, s'est bien déroulée dans un premier temps. Cependant, en fin de séance, nous nous sommes vus « raboter » 20% de notre temps de travail. Devant cette soudaine imposition, l'esprit de dialogue s'est rompu !

Lors de ma rencontre personnelle avec notre Évêque, le 14 décembre, pour relire avec lui les événements du début de l'année et les pressions sur notre



Commission, le climat était bon et l'écoute idoine. L'entendre redire l'importance de la COTMEC pour l'Église de Genève et la confirmation de notre mandat pour cinq ans a été pour moi un grand soulagement. La rencontre du 25 juin dernier a brutalement débuté par ces paroles surprenantes :

« J'ai deux mots à vous dire: je ne suis pas content de la COTMEC. Son mandat lui sera retiré en fin d'année ! »

Le changement d'attitude de Mgr Farine, entre ces deux dernières rencontres, le refus de dialogue, le retrait de la parole donnée et le fait d'être traité en chrétien de seconde zone par une attitude méprisante m'ont fortement ébranlé, me paraissent encore aujourd'hui comme totalement inacceptables et alimentent encore mon indignation.

Le seul changement notable, ces derniers mois, a été le souhait de notre permanente, Martyna Olivet, de donner volontairement son congé pour envisager une autre orientation professionnelle. Ce départ a sans doute été une excellente occasion, sans que cela ne fut jamais avoué, pour mettre fin à la Commission.

La rencontre avec Mgr Morerod, que nous avions sollicitée, nous a permis d'être entendus et compris. Elle nous donne un espoir qu'une médiation puisse avoir lieu et permette d'entrevoir un avenir pour la COTMEC.

Claude Fol

Cotmec info

Commission Tiers Monde de l'Eglise Catholique

n° 346 | Octobre 2013 | Genève

EDITO

Menacée de disparition, la COTMEC lutte pour son existence

L'annonce de la décision du bureau du Conseil pastoral cantonal de l'Église catholique romaine à Genève, communiquée à la fin du mois de juin par l'évêque auxiliaire Pierre Farine, de retirer le mandat confié à la COTMEC, a provoqué un choc. Au sein de la Commission d'abord. Car nous ne nous y attendions nullement. Le ciel nous est tombé sur la tête. Un choc aussi parmi ceux qui sont en lien avec la COTMEC, de diverses manières, dont la lecture de ce bulletin. Nombre d'entre eux, d'entre vous, ont réagi, par des lettres adressées aux autorités de l'Église locale ou à l'évêque du diocèse ou encore en nous faisant parvenir un message, en nous assurant de leur prière... Qu'ils en soient chaleureusement remerciés. Ils nous ont aidés à ne pas baisser les bras, comme Aaron et Hour ont soutenu les bras de Moïse (Exode 17,11). Nous publions dans ce numéro un « florilège » de ces témoignages.

Nous exprimons également notre reconnaissance à l'évêque diocésain, Mgr Charles Morerod qui a reçu une délégation de la COTMEC à Fribourg le 20 septembre. Et a rouvert la porte du dialogue, brutalement claquée, en demandant qu'ait lieu une médiation. Auprès de lui, nous nous sommes enfin sentis respectés et écoutés, ce qui a allumé une leur d'espoir.

Car la manière dont le bureau du Conseil pastoral a voulu mettre fin à l'existence de la COTMEC nous avait stupéfaits et indignés. Il y a eu un « effet d'aubaine » quand Martyna Olivet a donné sa démission de permanente. On en a profité pour se débarrasser également d'une commission qui, peut-être, sans doute, gênait certaines personnes. Et cela au moment où le pape François infléchissait le parcours de l'Église catholique dans une direction qui a toujours été celle de la COTMEC.

La suite ? Elle dépend probablement de cette médiation. Certes, la COTMEC ne détient pas les promesses de la vie éternelle. Cependant, comme ceux qui lui ont manifesté leur soutien, ses membres estiment son existence aussi nécessaire aujourd'hui qu'autrefois. Ce n'est pas leur propre satisfaction qui les motive, mais la conviction d'accomplir, tant bien que mal, à leur mesure et à celle des moyens qui leur sont accordés, un service au sein de la communauté. Leur souhait, c'est de le poursuivre. Sans rupture, car un redémarrage, toujours aléatoire, nécessiterait des efforts démesurés.

Dans quel cadre, sous quelle forme continuer ? L'essentiel, c'est un mandat de l'Église locale, diocésaine, romande ou des Églises. Et ensuite, un minimum de ressources, même si une bonne part du travail est effectué bénévolement. Rien n'est encore joué et nous avons plus que jamais besoin de votre appui.

La Commission

ECLAIRAGE

Genferei

La triste histoire de la suppression de notre COTMEC, décidée sans consultation ni dialogue préalables, n'est pas une « Genferei » supplémentaire dont on s'amuse au-delà de la Versoix. Cette affaire est sérieuse. Elle divise les catholiques de Genève. Même si beaucoup s'en moquent, vivant depuis longtemps leur foi éloignés des instances officielles.

Cette affaire touche de près celles et ceux qui sont soucieux de solidarité et de justice internationales. Valeurs si clairement exprimées ces mois derniers par la parole et les gestes du pape François.

Peut-être un éclairage biblique pourrait-il jeter un brin de lumière sur ce qu'il faut bien appeler un pas de clerc. Je fais allusion à un passage des Actes des Apôtres où il est question d'un Sanhédrin qui allait prendre la décision de faire disparaître, au sens physique du terme, ces trublions d'Apôtres qui égratignaient le pouvoir établi. Il fallut que Gamaliel, membre de ce conseil, se levât pour mettre en garde ses collègues : « Attention ! Si cette entreprise vient des hommes, elle disparaîtra d'elle-même ; mais si elle vient de Dieu, vous ne pourrez rien contre elle ! ». Donc : wait and see !

Je n'oserais prétendre que la COTMEC soit née d'une inspiration divine. Mais elle a au moins pour elle l'avantage d'une longue fidélité – près de cinquante ans ! – au service des démunis et des blessés de la vie, abandonnés sur tous les chemins de Jéricho. Elle ne se contente pas de les soigner au passage et de les amener à l'auberge. Elle se soucie surtout de la sécurité de cette route dangereuse. Cette longévité n'est-elle pas un signe de présence divine ? Quel fut le sage qui se leva pour le rappeler au conseil qui décida notre disparition ?

Mais nous gardons espoir. Comme un fleuve dont le cours est momentanément barré par un obstacle imprévu, la COTMEC survivra. Elle se creusera peut-être un nouveau lit. Tant il est vrai que l'on ne peut éteindre par décret le feu qu'un certain Jésus est venu allumer sur notre terre.

Guy Musy

Deux sons de cloche

Mgr Pierre Farine, évêque de Genève, et Claude Fol, directeur du Bureau du Conseil pastoral cantonal.

Nous reproduisons ici le communiqué du Bureau du Conseil pastoral cantonal et du Conseil du Vicariat adressé le 27 juin dernier aux agents pastoraux prêtres et laïcs et aux paroisses du canton de Genève.

Mgr Pierre Farine, évêque de Genève, et Claude Fol, directeur du Bureau du Conseil pastoral cantonal.

Vers une nouvelle prise en compte du souci des plus pauvres

Mgr Pierre Farine, évêque de Genève, et Claude Fol, directeur du Bureau du Conseil pastoral cantonal.

Depuis plus d’un an et demi, en lien avec la session pastorale de 2010 « la Diaconie: carrefour de la tendresse de Dieu » et nos objectifs pastoraux 2011-2014, nous réfléchissons à la réorganisation de nos forcs pastorales dans le domaine diaconal.

En effet, les travaux de la session pastorale cantonale nous ont confirmé que de nouveaux défis apparaissent dans le secteur de la diaconie (monde du travail, pastorale de rue, etc.) ce qui nous obligeait à des choix dans l’attribution des forces.

Concernant plus particulièrement la COTMEC, plusieurs discussions ont eu lieu entre le Bureau du Conseil pastoral cantonal et des membres de la commission depuis 18 mois afin de définir un cadre qui réponde mieux aux attentes d’interpellation et aux nouveaux défis de notre monde.

Au terme de ces réflexions, le Bureau du Conseil pastoral cantonal et le Conseil du Vicariat sont arrivés à la conclusion que la COTMEC n’avait plus lieu d’être sous sa forme actuelle. Les soucis portés par cette commission le sont par d’autres services ou organisations comme l’Action de Carême par exemple. La décision a donc été prise de mettre fin au mandat confié à la COTMEC pour le 31 décembre 2013 et d’attribuer les ressources ailleurs.

Nous sommes reconnaissants du travail accompli par la COTMEC durant toutes ses années, reconnaissance qui va tant aux agents pastoraux qu’aux bénévoles ayant œuvré au sein de cette commission.

Et voici le communiqué de presse de la COTMEC envoyé le lendemain aux médias romands.

L’Église catholique de Genève met fin au mandat de la COTMEC

Mgr Pierre Farine, évêque de Genève, et Claude Fol, directeur du Bureau du Conseil pastoral cantonal.

Depuis 45 ans, la COTMEC (Commission Tiers-Monde de l’Église Catholique de Genève) interpelle l’Église et la société sur les injustices marquant les relations Nord/Sud, les dérives financières ou, plus récemment, les périls écologiques. Elle le fait notamment à travers son bulletin mensuel (la « Feuille jaune »), d’autres publications, dont des livres, et des actions et interventions, en particulier des animations auprès de jeunes. Elle se compose actuellement de deux permanentes à temps partiel et d’une quinzaine de bénévoles. Or, le 27 juin, au moyen d’une lettre signée par le bureau du Conseil pastoral cantonal et par le Conseil du Vicariat, adressée aux « agents pastoraux prêtres et laïcs », ainsi qu’aux paroisses du canton, l’Église de Genève a annoncé que « la décision a été prise de mettre fin au mandat confié à la COTMEC pour le 31 décembre 2013 et d’attribuer les ressources ailleurs ».

Les membres de la COTMEC se sont réunis hier soir. Ils déplorent cette décision et entendent, par ce communiqué, manifester leur désaccord tant avec sa teneur qu’avec la manière dont elle a été prise et communiquée. La lettre du Bureau du Conseil pastoral cantonal fait état de discussions ayant lieu depuis 18 mois « afin de définir un cadre qui réponde mieux aux attentes ». Dans les faits, le mandat de la COTMEC a été confirmé le 26 septembre dernier. De plus, en décembre, Mgr Pierre Farine, évêque auxiliaire à Genève, a assuré oralement le président de la commission, Claude Fol, que les deux postes de permanentes, représentant au total un emploi à 90%, seraient maintenus pour au moins cinq ans.

IMPOSSIBLE DISPARITION DE LA COTMEC

La décision de supprimer le mandat, et donc de mettre fin aux activités de la COTMEC, a été signifiée abruptement par Mgr Farine à Claude Fol et à un autre membre mardi 25 juin, sans dialogue préalable. La COTMEC s’étonne qu’apparemment elle n’ait pas été débattue au sein du Conseil pastoral cantonal. Ses permanentes et ses membres ne se sentent nullement respectés. La lettre précitée justifie la « conclusion que la COTMEC n’a plus lieu d’être sous sa forme actuelle » par le fait que « les soucis portés par cette commission le sont par d’autres services et organisations comme l’Action de Carême ». Or l’Action de Carême a été créée il y a plus de 50 ans, avant même la naissance de la COTMEC…

La COTMEC fait partie, au sein de l’Église catholique de Genève, du Département ouverture du monde. Le 18 mai, le pape François a lancé ces paroles sur la place Saint-Pierre, devant quelques 200’000 personnes: « En ces temps de crise, nous ne pouvons pas ne nous préoccuper que de nous-mêmes [...]. C’est un danger : ne nous enfermons pas dans nos paroisses, nos mouvements [...], avec ceux qui pensent comme nous. [...] Quand l’Église reste fermée, elle tombe malade. [...] L’Église doit sortir d’elle-même. Où ça ? Vers les périphéries existentielles, quelles qu’elles soient ». C’est ce que s’efforce de faire la COTMEC.

Réactions d’amis de la COTMEC

Mgr Pierre Farine, évêque de Genève, et Claude Fol, directeur du Bureau du Conseil pastoral cantonal.

Nous avons reçu bon nombre de réactions d’amis de la COTMEC à la suite de l’annonce du retrait de notre mandat par le bureau du Conseil pastoral cantonal (CPC). Ces réactions sont venues non seulement de Genève, mais aussi de divers organismes et personnalités de Suisse romande. En voici un florilège, en commençant par une lettre, adressée au Bureau du CPC, signée par le directeur de l’Action de Carême, Antonio Hautle et par son chef du département « Formation-Sensibilisation », Jean-Claude Huot. À relever que Mgr Farine a justifié à plusieurs reprises la suppression de la COTMEC par l’existence de l’Action de Carême.

« Par la présente, nous nous permettons de vous faire part de notre incompréhension face à votre décision de supprimer la COTMEC. Pour l’Action de Carême, la COTMEC est un partenaire essentiel. Si nous portons des préoccupations communes, nous sommes complémentaires comme le sont un organisme national et un organisme local. Nous travaillons ensemble pour la campagne œcuménique pour laquelle la COTMEC apporte une contribution vitale à côté de celle de l’Animateur Terre Nouvelle de l’Église réformée. (...) Son bulletin fait un travail de sensibilisation qui ne peut pas être remplacé par le nôtre. À de nombreuses reprises, nous avons cité la COTMEC comme un exemple à suivre dans d’autres régions du pays. Car avec cet organe, l’Église à Genève dispose d’un outil permettant de faire le lien entre les réalités de pauvreté sur le plan local et les problèmes Nord-Sud, la coopération internationale, les crises liées à la mondialisation. Et vous voudriez vous priver d’un tel outil, alors qu’on se rend compte de plus en plus que les réalités migratoires, le réchauffement climatique, la crise financière, le négoce des matières premières lient de manière irréductible les réalités locales aux problématiques mondiales. (...) Que deviendront les collaborations de la COTMEC, les projets en cours dont celui d’un livre que nous soutenons également ? Nous ne pouvons simplement pas nous passer d’un partenaire avec lequel nous travaillons depuis si longtemps à Genève. Nous vous demandons de revoir votre décision ».

De même, la secrétaire romande de Pain pour le prochain, Martina Schmidt, s’adresse en ces termes au Bureau du CPC et au Conseil du Vicariat:

« La COTMEC représente pour nous un partenaire de qualité depuis de très nombreuses années dont nous regretterions la disparition à plus d’un égard. Tout d’abord, cette institution au sein de l’Eglise catholique représente pour nous un important relais de la campagne œcuménique annuelle que nous menons depuis 45 ans avec Action de Carême. Nous tenons beaucoup à cette collaboration fidèle à l’esprit de renouveau que Vatican II avait apporté aux Eglises. Grâce à son expertise dans l’analyse des rapports de force Nord-Sud, la COTMEC permet d’informer et sensibiliser la chrétienté sur ces enjeux. Ce travail de conscientisation nous

IMPOSSIBLE DISPARITION DE LA COTMEC

paraît plus qu’indispensable dans un monde de plus en plus globalisé, où les inégalités vont croissant. La COTMEC non seulement se situe du côté des défavorisés, mais elle remplit sa mission avec des compétences et un professionnalisme reconnus bien au-delà des frontières genevoises. À de nombreuses reprises la COTMEC a su anticiper les débats qui sont venus au centre de l’actualité politique et sociale suisse. Et elle a toujours proposé des pistes de travail et des solutions qui ont permis de faire entendre une voix spécifique à l’Eglise ».

Le Groupe de coopération missionnaire en Suisse romande (GCMSR) s’est également adressé au Bureau du CPC et au Conseil du Vicariat pour leur faire part de sa « stupéfaction » et de son « incompréhension », sous la signature de sa présidente, Sylvie Roman:

« Éviter les doublons, encourager les synergies et mettre les forces en commun fait également partie de nos préoccupations. À nos yeux, il est néanmoins bien clair que nul organisme ne peut actuellement remplacer la COTMEC, pas plus l’Action de Carême que Missio ou le GCMSR. La COTMEC participe en effet à une réflexion de fond indispensable. (...) Elle joue un rôle primordial sur le plan local pour sensibiliser à la dimension globale des problèmes qui existent aussi sur le plan local, comme la crise financière, les migrations ou le réchauffement climatique. »

Plusieurs personnalités protestantes ont manifesté leur soutien à la COTMEC, publiquement ou de manière privée:

« Fondée il y a 45 ans, la COTMEC est le témoin du fait que la foi chrétienne est et doit être active et intelligente sur le plan politique et économique aussi. Sa disparition est un coup dur, déjà pour l’Église catholique, mais elle l’est aussi pour l’Église protestante. (...) Cette suppression est surtout un signe problématique sur le sens que l’Église catholique entend donner à son action et sa connaissance des raisons et enjeux de la pauvreté et de la violence », écrit le pasteur Daniel Neeser sur son blog de la Tribune de Genève.

« Je suis très déçu et fâché par l’annonce de votre Église de mettre fin au travail de la COTMEC à la fin de cette année. Je proteste contre cette décision unilatérale. En effet, bien que vous soyez officiellement dépendants de l’Église catholique romaine, vous êtes devenus, pour nous protestants et d’autres chrétiens, un organe œcuménique. Votre voix est sollicitée et écoutée bien au-delà des murs de votre Église », nous dit Baudoin Sjollema.

« Depuis les jours lointains d’André Fol et plus proches de Justin Kahamaile, j’ai été un ami et un admirateur de la COTMEC, de ses permanents et de ses activités. Maintenant que l’Église catholique a un pape de l’hémisphère sud, il est interdit d’interdire ce fleuron de la solidarité en Suisse et en particulier en Suisse romande », affirme Théo Buss, de La Chaux-de-Fonds.

Voici enfin des extraits de quelques-unes des réactions envoyées par des amis catholiques de la COTMEC.

« J’ai été choqué d’apprendre que l’Église retirait à la COTMEC son mandat pour la fin de l’année. Je comprends votre douleur et votre incompréhension. Comme je l’ai écrit aujourd’hui même à nos évêques, je regrette beaucoup que les divers désaccords et problèmes n’aient pas été résolus par d’autres moyens que la mise à mort d’un service diaconal de notre Église. Décision qui ne peut que blesser gravement les collaborateurs/trices de cette commission et scandaliser les bénéficiaires de son action », dit une missive de l’abbé Philippe Baudet.

Mgr Pierre Farine, évêque de Genève, et Claude Fol, directeur du Bureau du Conseil pastoral cantonal.

« Si nous avons l’avantage de réfléchir sur les problèmes d’actualité grâce à l’Action de Carême et à Justice et Paix, ces services ne couvrent pas la réalité économique et sociale que nous connaissons en particulier à Genève. En effet, la Haute Finance a pignon sur rue dans toute la ville, comme des transnationales concernant les matières premières. Or seule la COTMEC est en mesure, mois après mois, d’attirer notre attention sur ces questions brûlantes et elle accomplit cette mission avec beaucoup de courage et de clarté », soulignent sept prêtres de Genève: Claude Stucki, Edmond Gschwend, Willy Gschwend, Pascal Mercier, Fernand Emonet, Pierre Jaquet et Patrice Gasser qui demandent au Conseil pastoral de revoir sa décision.

Liliane Maury-Pasquier, conseillère aux États, fait part à Mgr Farine de son « incompréhension la plus totale face à cette décision »: « J’essaye, dans mon engagement politique, modestement mais avec conviction de contribuer à améliorer la situation des plus faibles et de construire une Suisse ouverte et solidaire. Dans ce contexte, la COTMEC a souvent été pour moi, au fil des années, un interlocuteur, un relais et un soutien et même une source d’inspiration. Malgré un abondant courrier, je réserve toujours une attention particulière à la lecture du COTMEC-INFO. À l’heure où le pape François pose à Rome des signes d’ouverture, j’ai peine à admettre que l’Église de Genève fasse le chemin inverse. De plus, je sais que pour plusieurs personnes de mon entourage, la COTMEC constitue un lieu d’Église indispensable à l’expression de leur foi ».

Mgr Pierre Farine, évêque de Genève, et Claude Fol, directeur du Bureau du Conseil pastoral cantonal.

Les petites sœurs de Jésus de Genève et de Suisse écrivent également aux autorités de l’Église de Genève en ces termes: « La COTMEC est là pour faire réfléchir et agir au niveau des causes. Fidèle à Vatican II, elle a été une voix de l’Église, écoutée et soutenue aussi par des personnes en marge de notre Église ».

L’abbé Willy Vogelsanger s’adresse ainsi à l’un des membres de la COTMEC : « Ce petit mot pour te dire mon étonnement, ajouté à celui de nombreuses personnes, surprises et déçues. (...) André Fol venait faire des copies chez moi et j’avais une grande estime pour lui, seul alors pour bien expliquer à Genève les enjeux des disparités entre pays riches et pauvres. La COTMEC, au fil des années, a conservé cette orientation, je pense entre autres à son combat contre le secret bancaire. »

IMPOSSIBLE DISPARITION DE LA COTMEC

« Pour une fois qu’une commission travaillait dans un esprit fidèle à Vatican II et allait droit à l’origine des inégalités, des injustices, des manquements aux droits élémentaires de la personne humaine, il faut que ce soit cette commission qui soit dissoute ! (...) J’avais rallié l’Église catholique romaine au moment de Vatican II dont j’espérais que le dynamisme survivrait des années. Faut-il désespérer maintenant ? » demande Georges Puissant.

« Trop souvent l’Église prend prétexte de difficultés financières pour prendre des décisions contraires à l’option préférentielle pour les pauvres. J’ai participé durant de nombreuses années à l’activité des structures de l’Église et j’ai parfois dû réagir face à des options difficiles à accepter voire à comprendre. Il est temps de s’indigner à propos des errements actuels des responsables de l’Église qui est à Genève », affirme Jean Grob, ancien directeur de Caritas Genève.

Mgr Pierre Farine, évêque de Genève, et Claude Fol, directeur du Bureau du Conseil pastoral cantonal.



Jubilé des 45 ans de la COTMEC

Pour le jubilé des 45 ans de la COTMEC, l’Ensamble Moxos, dirigé par Raquel Maldonado, présentera un spectacle aux multiples couleurs mêlant le son des violons, violoncelles, flûtes à bec et traversières à celui des flûtes de pan, des djembés et des bâtons de pluie. Le programme « Ichasi Awásare » (Peuple ancien) va vous surprendre ; il va vous émerveiller et vous secouer dans vos certitudes... Vous allez pénétrer dans un univers fascinant de dialogue interculturel.

Mgr Pierre Farine, évêque de Genève, et Claude Fol, directeur du Bureau du Conseil pastoral cantonal.

Mardi 26 et mercredi 27 novembre 2013 à 20h00 à l’Espace Fusterie • temple place de la Fusterie 18, 1204 Genève
Entrée libre • chapeau à la sortie

MARTYNA OLIVET

Une femme pragmatique portée par un idéal

Lorsque j'ai vu arriver Martyna à la COTMEC, c'était pour un simple remplacement. Qui aurait pu imaginer qu'elle allait y consacrer dix ans de sa vie? J'ai immédiatement été frappé par la manière dont elle s'est plongée dans nos chantiers: avec curiosité, sensibilité et pragmatisme.

Biologiste, elle n'avait pas de formation particulière pour mener des enquêtes de nature sociologique. Or, ce fut une des premières tâches que je lui ai confiées, en lui demandant de compléter des entretiens que j'étais en train de réaliser pour comprendre, de l'intérieur, le fonctionnement de l'accueil de l'évasion fiscale dans nos chères banques suisses. Elle y a excellé. Martyna a fait preuve d'une remarquable capacité à mettre ses interlocuteurs à l'aise tout en posant des questions approfondies, dérangementes parfois. Son secret ? Un profond respect pour toute personne, qu'elle a manifesté en tant d'autres occasions, allié à une curiosité que je qualifierais de joyeuse ou généreuse. Aucun de nos interlocuteurs ne s'est senti jugé. Martyna s'est montrée à l'écoute des préoccupations d'avenir des jeunes professionnels de la finance ou de la déontologie bancaire qu'elle rencontrait. Certains d'entre eux nous ont confié qu'ils voyaient dans notre travail une opportunité d'orienter l'activité bancaire vers un créneau plus durable que l'encouragement des clients à se soustraire à leurs obligations fiscales. Cette nouvelle génération de professionnels de la banque pressentait déjà que les années fastes du secret bancaire allaient sur leur fin et que la Suisse, si elle ne prenait pas les devants, devrait avancer à reculons, sous la pression de l'étranger. De la sorte, je puis dire sans exagération que Martyna a largement contribué à donner un caractère prophétique aux réflexions éthiques qui furent au cœur du livre « La Suisse dans la constellation des paradis fiscaux ».

Un rôle de passerelle

Je me souviens d'intenses discussions au moment où Martyna fut appelée à reprendre la responsabilité de la COTMEC. Elle se sentait fort mal à l'aise avec une mission ecclésiale. Prête à se former et à creuser les questionnements théologiques et éthiques, elle ne souhaitait pas s'improviser experte en la matière, même dans les domaines comme la problématique écologique, où ses compétences ont permis à la COTMEC d'effectuer un saut qualitatif majeur. Pour parler « spiritualité », elle avait besoin de faire place à ses doutes tout en avançant modestement avec ses convictions. Cette attitude humble et ouverte était une chance à saisir : toute bonne théologie commence par faire de la place au doute. Là encore, Martyna a fait merveille. Elle s'est attachée à repérer les témoins les plus dignes de confiance pour parler éco-théologie, éthique ou droit international. Son sens critique, son refus de tout « bla-bla » – je reprends ici le propos de certains de ses courriels – ont épargné aux lecteurs du Cotmec-info moult propos insipides. Elle a su mettre en valeur des chrétiens engagés sur ces questions, et réussi à travailler aux frontières de l'Eglise, là où un langage par trop identitaire aurait rebuté d'emblée. Elle a ainsi joué un rôle de passerelle entre des mondes qui ne se parlent pas toujours. « On sent qu'elle est profondément acquise à la cause des plus pauvres, sans avoir l'air compassé qui décrédibilise si souvent les gens d'Eglise ». ... Ces propos d'un ami journaliste, lors d'une rencontre où Martyna était intervenante, en disent long sur la crédibilité qu'elle a su conquérir.

Toujours mobilisée

Sa génération, pragmatique, était moins encline que les précédentes à se laisser emballer dans de grandes utopies définitives. C'était tant mieux. Mais il ne fut pas question pour Martyna de baisser la garde quant aux choix prioritaires de la lutte,

« avec les pauvres contre la pauvreté », « avec les victimes de l'apartheid, contre toute forme de violence et d'oppression », « avec le souci des générations futures, contre le gaspillage et la destruction des ressources de la planète ». Sur tous ces terrains, Martyna a veillé à documenter les problématiques avec des outils propices à favoriser une mobilisation de toutes et tous. Elle n'a pas hésité à rechercher des fonds pour mener à bien des projets de publication. Et à impliquer dans les chantiers de la COTMEC des collaborateurs externes, souvent jeunes et extrêmement compétents. Martyna appréciait le travail d'équipe et a rarement cherché à se mettre elle-même en avant, mais s'est faite forte, avec ténacité, de mener à terme les projets. Preuve s'il en est, la promesse fait aux lecteurs du Cotmec-info d'achever en mémoire de Justin Kahamaile, son collègue et ami, la publication de l'ouvrage collectif «Dépasser la haine, construire la paix » sur lequel Martyna, Sophie de Rivaz et Jérôme Strobel ont travaillé d'arrachepied deux ans durant. Son désir, avec Hélène à qui elle souhaitait transmettre le flambeau, était d'intéresser les jeunes générations aux enjeux de la justice et de la solidarité. Ses projets de publication ont tous intégré cette priorité. Y compris ce fameux livre sur les pauvretés, en cours de rédaction, qui suscita des suspicions infondées du côté du Vicariat de Genève. Je ne comprends toujours pas les raisons qui ont précipité la décision abrupte de fermer la COTMEC. J'espère de tout cœur que la médiation voulue par Mgr Morerod rétablira la confiance envers ce formidable lieu d'engagement. Quelles que soient les orientations futures, je sais que Martyna, même bénévolement, contribuera en équipe à faire aboutir ce projet. En bonne responsable, elle a toujours veillé à rendre possible ce qui était nécessaire, en dépit des difficultés de parcours. Nous lui devons un chaleureux Merci. ●

Dominique Froidevaux

AGENDA

Cercle de Silence

Pour exprimer, en silence, notre soutien aux « sans-papiers » et résister face aux inacceptables durcissements des politiques migratoires, véritables machines à déshumaniser. Pour refuser la mondialisation de l'indifférence dénoncée par le Pape François à Lampedusa.

Rejoignez-nous, ne serait-ce qu'un instant !

Samedi 14 décembre, 12h à 13h Place du Cirque (arrêt tram 15)

-

AMAZONIE BOLIVIENNE

La lutte pour le territoire et pour l'identité

Une autre philosophie de vie et l'art de la musique palpitent à San Ignacio de Moxos

Avant la naissance des grandes civilisations pré-colombiennes, des millions de personnes habitaient la forêt amazonienne. Ironiquement, l'actuelle déforestation massive révèle progressivement ces structures de vie. Après l'arrivée des envahisseurs européens, des milliers d'habitants de la forêt ont été réduits en esclavage, tués ou forcés à quitter leurs terres... jusqu'à aujourd'hui. C'est le cas du Territoire indigène et parc naturel Isiboro Sécure (TIPNIS)¹.

En 2012, le gouvernement adopte la « Loi de la Mère-terre » qui accorde des droits à la nature à l'instar des droits humains. Cependant, les forêts continuent à être envahies et converties en terres agricoles, aggravant ainsi l'érosion et les changements climatiques. Et maintenant, le président bolivien se trouve face à ses contradictions, voulant imposer, coûte que coûte, la construction d'une route à travers le TIPNIS. Les peuples originaires qui y habitent demandent que celle-ci contourne leur territoire afin de les préserver de la déforestation, de la pollution des rivières, de l'appauvrissement des sols, de l'invasion des « cocaleros », les cultivateurs de feuille de coca, et des narcotrafiquants, de plus en plus présents dans les alentours.

Ces peuples mènent une lutte pacifique de longue date ; ils ont réalisé neuf marches de protestation de plus de 600 km entre Béni et La Paz. En marchant sous la pluie battante, sous un soleil de plomb puis soumis au froid des hauts-plateaux, pour revendiquer le respect des lois et de leurs droits fondamentaux sur leur terre ancestrale. Ils s'opposent à un modèle purement de développement et de croissance à tout prix.

En plein coeur du TIPNIS vivent de nombreux musiciens autodidactes qui jouent sur des violons fabriqués par eux-mêmes

et qui recopient amoureusement les partitions de leurs ancêtres en castillan, en langue originaire, voire en latin. Ce répertoire contient des vèpres, des sonates, des opéras, des messes polyphoniques.

San Ignacio de Moxos, chef-lieu de la région, a son école de musique depuis 1996. Les élèves les plus doués jouent dans l'Ensamble Moxos ; ils sont à la fois chanteurs, danseurs et musiciens multi-instrumentistes. Cet établissement est un vaste projet social et culturel qui bénéficie gratuitement à plus de 200 enfants et adolescents provenant des couches de la population les plus défavorisées.

La COTMEC, pour son jubilé des 45 ans, veut mettre en lumière la longue lutte des 66 communautés qui habitent le TIPNIS, leur « Grande Maison », riche en biodiversité et un modèle de relation écologique entre les humains et la nature. La COTMEC soutient aussi l'école de musique qui cherche à sauvegarder les racines culturelles et spirituelles de la jeunesse... Un bel exemple de développement durable. ●

Wilma Jung

¹ TIPNIS Sigle du Territoire Indigène et Parc National Isiboro Sécure. Cette zone protégée du département du Beni a été d'abord reconnue comme parc national et depuis 1990, aussi comme territoire indigène. Isiboro et Sécure sont les deux rivières principales du site qui compte 66 communautés moxeñas, yuracarés et chimanes.

Cotmec info

Commission Tiers Monde de l'Eglise Catholique

n° 347 | Novembre 2013 | Genève

EDITO

Un édito pour la route

Mon dernier éditorial en qualité de rédactrice responsable. Réellement?

Dans le contexte actuel, le cœur n'y est plus vraiment... La somme d'incertitudes planant sur l'avenir de la COTMEC vient gripper, plus certainement que le froid, ma créativité. A qui suis-je sensée transmettre la plume de « la Feuille jaune » ?

Ce n'est pas faute de l'avoir imaginé, le contenu rédactionnel de ce dernier billet... M'orienter vers d'autres défis professionnels était, depuis quelque temps déjà, sur la liste de mes projets. Mais les maternités, les ouvrages portés comme des nouveaux-nés et les engagements à honorer auront eu raison de l'ordre des priorités.

Ce dernier texte, j'aurais aimé l'écrire dans la sérénité. Avec l'assurance de m'inscrire dans la continuité, dans la transmission sereine à ma collègue Hélène et à une équipe reconstituée. Portée par une Commission dont les membres incarnent un engagement à toute épreuve.

Alors seulement, chères et chers abonné-e-s, vous auriez assisté au feu d'artifice du lyrisme, du grand jeu des métaphores et des circonvolutions, dont je suis me dit-on, coutumière. Le tout, afin de célébrer ce qui a été et ce qui adviendra.

Las, c'était sans compter la décision intempestive prise par notre hiérarchie. A celle-ci, j'ai simplement envie de dire que si « même le silence a une fin¹ », viendra le temps d'exprimer à ce propos ma « Sainte colère ² », lorsque « Cessez d'être gentil, soyez vrai !³ » sera à l'ordre du jour. Le tout sans oublier que « l'Autre, c'est toi ».

Il n'empêche : cette décennie aura été ponctuée par de belles aventures rédactionnelles, doublées d'expériences humaines. A la lenteur du participatif, se substitue avec bonheur la richesse du collaboratif. Mes compagnons de route et de plume ayant eu la gentillesse d'en retracer des épisodes dans ce numéro, je vous invite à les lire en pages 3 et 5.

Nos rendez-vous mensuels vont me manquer : j'y ai aiguisé à la fois ma plume, mon sens critique et la responsabilité d'être témoin. Je tiens à vous remercier pour vos messages et votre fidélité. Tout comme je vous remercie les membres de la Commission, Hélène Bourban et toutes les personnes bénévoles impliquées dans l'aventure de la COTMEC de garder la flamme allumée. ●

Martyna Olivet

ECLAIRAGE

Voir... Juger... Agir !

Faut-il attribuer au petit père Karl la paternité de cette belle maxime: « Hegel a voulu comprendre le monde, moi je veux le transformer » ?

Bah ! Laissons nos classiques. Revenons à la réalité. Voici bien des années, il m'arrivait de croiser dans mon voisinage genevois un prêtre nonagénaire qui marchait droit comme un i. Son agenda était noirici du 1er janvier au 31 décembre. Et pour cause ! Cette force de la nature avait répandu une méthode miracle qui mit en marche des milliers de jeunes cathos de son temps. Quelques rescapés de ces années folles en témoignant encore aujourd'hui. Ce singulier abbé avait pour nom Charles Maréchal et sa méthode, en forme de trépid ou de troïka, consistait en « voir, juger et agir ».

D'abord, voir le monde, dans sa splendeur et ses horreurs. Sans naïveté bêate, ni débordement sentimental. Mais un regard lucide et intelligent (qui lit dedans) et ne se laisse pas piéger par l'émotion irrationnelle.

Ce premier pas franchi, on passe au suivant : juger, disait notre abbé. « Comprendre », aurait dit notre philosophe allemand. Autrement dit, poser la question du pourquoi, du comment on en est arrivé là. C'est sur ce palier que se tient notre COTMEC. Elle laisse à d'autres les émotions faciles et passagères. Elle n'a pas mandat de pleurer ou de danser sur le monde, mais d'en analyser les mécanismes et d'en mettre à jour les dysfonctionnements. Une étape indispensable qui requiert honnêteté, rigueur et impartialité.

Forts de cette analyse, nous pouvons grimper à l'étage supérieur : agir. Marx voulait transformer le monde. L'évangile aussi, bien qu'avec des visées fort différentes. Et même l'Eglise ! « Changer le monde: une tâche pour l'Eglise », osait titrer un livre célèbre de Vincent Cosmao¹. Un défi qui ne peut être relevé que si les deux étapes précédentes ont été franchies. Notre COTMEC a donc sa place aujourd'hui dans notre Eglise locale et dans celle de Romandie. ●

Guy Musy

¹ Vincent Cosmao (1923 -2006), dominicain français, fondateur du « Centre Lebrét – Foi et Développement », membre de la Commission Pontificale « Justice et Paix ».

JAB 1200 Genève 2

Cotmec – Commission Tiers Monde de l'Eglise Catholique
16, bd du Pont-d'Arve, 1205 Genève
tél. 022 708 00 78
info@cotmec.ch, www.cotmec.ch
CCP: 12-21551-1
Rédactrice responsable : Hélène Bourban
Imprimerie: Fornara, Genève
Maquette: Pascale Castella
Mise en page: Simone Kaspar de Pont

¹ Même le silence a une fin, Ingrid Betancourt, Gallimard, 2010.
² Sainte Colère, Lytta Basset, Labor et Fides, 2002.
³ Cessez d'être gentil, soyez vrai ! : être avec les autres en restant soi-même, Thomas d'Ansembourg, les Editions de l'Homme, 2001.

VÊTEMENTS TACHÉS

Pas clean, nos vêtements!

Depuis toujours, la Cotmec œuvre au sein de la campagne Clean Clothes pour que la production de textile se fasse dans des conditions décentes.

De tragiques événements ont prouvé récemment qu’il y avait encore beaucoup à faire :

- Novembre 2012 l’incendie d’une usine à Tazreen fait 110 morts.
- Avril 2013 l’effondrement du Rana Plaza, ces 9 étages d’ateliers de la banlieue de Dacca, provoque 1129 décès.
- Début octobre à Sripu près de Dacca, l’incendie d’une machine à tricoter laisse 7 cadavres.

On peut ajouter à ces tragédies d’autres éléments montrant les conditions déplorables dans lesquelles se trouvent les travailleurs et travailleuses :

- Des manifestations ont regroupé nombre d’entre eux au Bangladesh pour réclamer un salaire de 100 dollars par mois (actuellement il « s’élève » à 35 !)
- Des reportages ont fait état de produits chimiques auxquels sont exposés les ouvriers, produits qui contiennent des perturbateurs endocriniens ;

Des femmes de la campagne Clean Clothes

Pétition en faveur du 0,7 % cantonal: première audition

Un mois et une semaine après l’enregistrement des 14’100 signatures à la Chancellerie du Grand conseil genevois, la Commission des pétitions a auditionné ses initiateurs. Une délégation de la Fédération genevoise de coopération a été reçue pendant près d’une heure dans un climat constructif. Retour sur les événements.

Des femmes de la campagne Clean Clothes

Le 25 septembre 2013 marquait la clôture officielle des cinq mois de campagne en faveur du respect de la Loi cantonale sur le financement de la solidarité internationale adoptée en 2001. Cinq mois durant lesquels des acteurs de ce secteur, tant bénévoles que salariés, se sont mobilisés pour réunir plusieurs milliers de parapthes dans les rues genevoises. Qu’ils et elles en soient chaleureusement remercié-e-s.

intoxication aussi avec l’activité de sablage qui confère à nos jeans neufs cet aspect usagé que nous aimons tant.

On le constate, nos tissus sont entrelacés de fils rouge sang.

Les 11 et 12 septembre derniers, des négociations ont eu lieu à Genève en vue d’indemniser les victimes des tragédies. Le bilan est décevant : seules 11 entreprises sur 41 se sont déplacées. Benetton et Mango étaient absents. Aucun engagement concret n’a été pris.

L’intention de « bonne conduite » affichée par les marques occidentales n’est qu’une vague teinture : elle part au premier lavage !

Trop mortelles, tes fringues !

Ce titre dit à lui seul la distance abyssale (habits sales) qu’il y a entre nos préoccupations liées à la superficialité des modes et la cruelle réalité de celles et ceux qui confectionnent.

C’est le titre de l’animation dynamique que la Cotmec destine aux enfants et adolescents. Elle propose des pistes concrètes d’actions créatives et ouvre une réflexion sur le paraître.

Car il appartient à chacun-e d’entre nous de décider, au moment de passer notre seconde peau, si nous voulons nous parer de honte ou de dignité. ●

Roland Pasquier

Des femmes de la campagne Clean Clothes

Un traitement parlementaire rapide
Si la Commission des pétitions peut prendre jusqu’à deux ans pour faire son examen, la FGC aura été agréablement surprise de se voir conviée si rapidement à l’audition.

Les pétitionnaires auront donc été entendus et questionnés. « Il est positif à nos yeux que la légitimité de la démarche, sa force légale n’aient pas été remises en question », commente Maribel Rodriguez, Secrétaire générale de la FGC, « les questions ont porté sur ce qui se fait au niveau suisse et au niveau des autres cantons, tout comme sur la comptabilisation de l’aide accordée pour atteindre le 0,7% ».

La Commission des pétitions doit désormais évaluer la suite à donner, qui peut prendre trois formes : auditions d’autres parties prenantes, classement définitif si jugé hors-contexte ou débat au Grand Conseil avec renvoi possible au Conseil d’Etat, de loin l’option préférée des pétitionnaires.Affaire à suivre, donc. ●

Martyna Olivet

ANIMATIONS

Le goût de la solidarité

Dans le cadre de sa semaine du goût, la mairie d’Onex (GE) a convié la COTMEC pour animer un atelier de sensibilisation sur l’alimentation, en collaboration avec l’association SlowFood.

Martyna Olivet, animatrice à Onex

Après une partie dédiée à la découverte du pain sous ses multiples facettes, la COTMEC a proposé une animation sur le chocolat aux 45 écoliers, âgés de 8 à 11 ans. Une dégustation à l’aveugle de différents chocolats et de leurs ingrédients n’a laissé aucune papille de marbre : révélations pour certain-e-s, cris de dégoût pour d’autres !

Ce prélude gustatif permet d’aborder avec attention les enjeux cachés derrière ce produit tant apprécié en Suisse, à travers un diaporama et des extraits de films. Les classes ont notamment abordé les questions de la trop faible rétribution des producteurs, du travail des enfants, des conditions de vie en Côte d’Ivoire, mais aussi du commerce équitable ou des coopératives paysannes. Le trio d’animation a veillé à toujours privilégier le dialogue avec les enfants, afin d’offrir une séance dynamique et de laisser s’exprimer toutes les questions ou les remarques indignées : « Mais il va où, l’argent de la plaque de chocolat ? ... Alors il y en a qui sont égoïstes et veulent tout garder pour eux ?! » Le quizz final, manière ludique de rappeler les éléments abordés précédemment, a été réalisé en commun avec enthousiasme. Le mot de la fin revient à une écolière : « Alors je vais dire à mes parents qu’on achète que du chocolat équitable, en plus c’est trop bon ! »

Ainsi, durant l’année écoulée, la COTMEC a proposé des animations fort appréciées à une quinzaine de groupes, dans des contextes très variés : colonie de vacances, collègue Florimont, écoles primaires, EMS, Haute école de travail social ou encore dans des paroisses. ●

Hélène Bourban

MARTYNA OLIVET, UNE DÉCENNIE À LA COTMEC

Paradis fiscaux, victimes de l’apartheid, Grands Lacs, écologie...

Martyna Olivet, animatrice à Onex

« Un fantastique poste d’observation des changements qui surviennent dans le monde ». Voilà comment Martyna Olivet, permanente à la COTMEC pendant onze ans, décrit la situation – privilégiée – qui a été la sienne.

Martyna Olivet, animatrice à Onex

Née à Varsovie, de père suisse et de mère polonaise, Martyna a fait des études de biologie à Genève, les complétant par une formation en communication et en gestion de projets. Son diplôme obtenu, elle a commencé par travailler au Cœur des Grottes, un foyer d’hébergement de femmes en situation de précarité, effectuant ensuite un remplacement à la COTMEC, avant d’épauler Dominique Froidevaux et Justin Kahamaïle, responsables de la commission à cette époque. L’Église lui a demandé, en tant que permanente, de suivre l’enseignement de l’Atelier œcuménique de théologie (AOT), ce qu’elle a fait avec un grand intérêt. « J’ai construit ma spiritualité à la COTMEC par des rencontres, des lectures et j’ai pris conscience de l’éventail des conceptions, des courants ».

En 2006, Martyna a repris la responsabilité de la Commission. Pourquoi est-elle restée pendant une décennie à la COTMEC ? « Parce que les projets étaient passionnants. Quand je suis arrivée, la commission était en train de d’élaborer le livre “La Suisse dans la constellation des paradis fiscaux”. J’avais des connaissances qui travaillaient dans la banque, dont certains avaient un regard critique. Ils ont accepté de me parler sous le couvert de l’anonymat, et j’ai ainsi pu effectuer des interviews et des enquêtes pour cet ouvrage. Puis l’on m’a confié le dossier, passionnant, des réparations demandées par les victimes de l’apartheid en Afrique du Sud. »

Martyna Olivet, animatrice à Onex

Des banques suisses et l’apartheid

Cette question présentait un intérêt supplémentaire pour Martyna. « Celui qui allait devenir mon mari a grandi au Zimbabwe, pays qui a été libéré de l’apartheid avant l’Afrique du Sud. J’avais ainsi découvert cette région alors que j’avais 22 ans et je m’y étais attachée. La COTMEC avait commencé à se pencher sur ce thème bien avant mon arrivée, en suivant notamment les efforts de la commission de la vérité et de la réconciliation présidée par Mgr Desmond Tutu. En outre, la rédaction du livre sur les paradis fiscaux nous avait préparés à nous interroger sur le rôle de certaines banques suisses en Afrique du Sud. Nous nous sommes fortement investis sur cette question des réparations, alertant la presse, participant à des débats et surtout, en accueillant des délégations des victimes ainsi que leur avocat sud-africain, Charles Abrahams, qui est devenu un ami. »

Bien sûr, la COTMEC n’était pas seule dans cette affaire. « Un réseau s’était constitué dont faisait partie notre commission. Cela m’a donné l’occasion de participer à des rencontres à Berne, à Francfort, en Belgique et, en 2007, de me rendre en Afrique du Sud. » C’est ainsi que des liens se sont créés, avec des personnes engagées dans cette lutte en Suisse et d’autres en Afrique du Sud. « On met des visages sur des noms et ces liens perdurent jusqu’à aujourd’hui. » Même si, au final, les victimes de l’apartheid n’ont pas obtenu satisfaction face à tous ceux qui avaient soutenu le régime ségrégationniste, comme certaines banques helvétiques qui ont échappé à toute condamnation...

Martyna Olivet, animatrice à Onex

L’initiative de Genève pour la paix dans les Grands Lacs

Autre permanent de la COTMEC, Justin Kahamaïle vivait, adolescent, à Bukavu, dans l’est du Congo, quand éclatèrent, en 1972, des violences au Burundi d’abord puis au Rwanda –prélude au génocide de 1994. Marqué par ces tragiques événements, il mit sur pied en 2003 une réunion d’acteurs de terrain de la région et de la diaspora durant laquelle fut lancée l’Initiative de Genève pour la paix dans les Grands Lacs. « Ce fut pour moi une occasion unique de connaître des personnes de qualité que j’ai retrouvées à plusieurs reprises en Afrique. Ce projet a été mené en collaboration avec Eirene, avec de tout petits moyens. » Il s’est concrétisé, entre autres, par la publication, fin 2011, d’un livre rassemblant des témoignages, des photos, un conte ainsi qu’un CD. « Outre les auteurs, nous avons eu de multiples contacts avec les éditeurs et des journalistes pour la diffusion de l’ouvrage. »

La localisation de la COTMEC à Genève fournit l’occasion d’innombrables rencontres. Martyna cite, entre autres, les noms

Martyna Olivet, animatrice à Onex

Sud, alors qu’elles n’en sont responsables que dans une faible mesure. Par quel biais a-t-on abordé cette question ? « Par le lien entre spiritualité et environnement. Nous avons notamment organisé une journée de réflexion sur ce thème avec la participation du théologien et pasteur Lukas Vischer ».

En 2006, Martyna apprend que Nestlé s’apprête à lancer sur le marché, avec le concours du célèbre architecte Jean Nouvel, une gamme de chocolats Cailler dont l’emballage en papier est remplacé par du plastique. Une matière qui, selon les calculs effectués, a un impact écologique bien plus élevé que le papier utilisé jusqu’alors. Forte de sa formation scientifique, Martyna élabore un communiqué de presse avec la Fédération romande des consommateurs – dont la caisse de résonance est plus puissante que celle de la COTMEC. « Les médias se sont emparés du sujet, tout comme certains actionnaires. Cela a rapidement fait boule de neige et Nestlé, sous pression, a dû renoncer à cette néfaste innovation. Un joli coup ! On voit que si l’on arrive à lancer l’alerte assez tôt, on peut éviter des aberrations environnementales ».

Martyna Olivet, animatrice à Onex

Un monde plus juste ? A toi de jouer !
La COTMEC s’est efforcée de transmettre cette préoccupation environnementale auprès des jeunes, en éditant une brochure intitulée *Un monde plus juste ? A toi de jouer !* Une publication qui a servi de support à des animations demandées à la commission, par exemple pour des groupes de confirmands, des colonies de vacances, des aumôneries ou même des classes d’école. Sont aussi proposées des animations sur d’autres thématiques, touchant notamment aux droits humains. « Les gens sont surpris de voir un organisme d’Église intervenir sur de tels sujets. Sans prosélytisme, car si nous ne cachons pas notre identité, nous fondons notre présentation sur des faits scientifiques ». La COTMEC est encore chaque année impliquée dans la campagne de l’Action de Carême et de Pain pour le prochain.

Au fil des années, la liberté d’action et d’expression qu’accordait l’Église à la COTMEC s’est réduite. « J’ai eu la chance de commencer mon travail à une époque où je ne sentais guère le poids de la hiérarchie. C’est venu petit à petit. On nous a incités à nous recentrer sur les paroisses, à nous éloigner des sujets susceptibles de froisser... Ce qui a eu pour effet de distendre nos liens avec un réseau citoyen plus large que le milieu catholique genevois. Par exemple, celui du Tax Justice Network ou de Jubilee South Africa. D’autant que les postes de permanents attribués à la Commission se sont tellement réduits qu’il devint difficile pour une toute petite équipe de publier régulièrement un bulletin, des ouvrages, de faire des animations locales et d’être présente dans des campagnes nationales. C’est à la fois regrettable et surtout peu satisfaisant, tant au niveau intellectuel que professionnel. »

Martyna a choisi de quitter son poste de responsable à la COTMEC à la fin du mois d’août et travaille désormais à la Fédération genevoise de coopération (FGC). Après avoir été coordinatrice de la campagne sur le 0.7% cantonal, elle y est chargée de communication. « Je me suis engagée à rester membre bénévole de la Commission, et je compte bien contribuer à mener à son terme la prochaine publication en cours d’élaboration ». ●

Propos recueillis par Michel Bavarel

Martyna Olivet, animatrice à Onex

45 ANS DE LA COTMEC

Concerts jubilaires et jubilatoires

La COTMEC est dans la force de l'âge ! Pour le faire savoir et le célébrer, elle a invité l'Ensemble Moxos pour deux concerts exceptionnels les 26 et 27 novembre à l'Espace Fusterie. 17 jeunes artistes pluriels (multi-instrumentistes, chanteurs et danseurs) ont déboulé de San Ignacio de Moxos (Amazonie bolivienne) pour partager leur répertoire.

« La musique que nous jouons, nous dit la cheffe de Chœur, provient d'une tradition qui remonte à la fin du XVIIe, au temps des missions jésuitiques. Celles-ci ont donné naissance à une culture mixte qui a puisé autant dans le terreau européen que dans la tradition des peuples originaires. »

Ces mélodies baroques résonnent lors de la fête patronale, inscrite sur la liste du Patrimoine culturel immatériel de l'humanité de l'UNESCO. Autour de ces fêtes s'articule le mouvement social de la communauté. L'école de musique d'où proviennent ces 7 filles et ces 10 garçons âgés de 12 à 29 ans fait vibrer ces expressions séculaires. 200 enfants et jeunes y reçoivent une éducation musicale gratuite.

Après une entrée festive (la fiesta del barco) les voix s'harmonisent sous la direction sensible et précise de Raquel Maldonado pour continuer avec la messe baroque. La soprano, magnifique, nous fait toucher le ciel. Quelques morceaux et changements de costumes plus tard, nous découvrons les bajones qui ressemblent à des flûtes de Pan géantes (1m65) mais avec des embouchures de trompettes, en bois. Deux personnes s'associent pour souffler chacune dans un instrument, se répartissant les notes de basse de façon à ne pas s'époumonner.

Bien plus qu'un groupe de musique, c'est une communauté, voire une famille que l'on rencontre. L'on sent que ses membres vibrent aux mêmes ondes musicales, mais aussi spirituelles et humaines. Il n'est que de voir ces aînés qui accordent les violons des plus jeunes, ou ces deux ados mimant la séduction tout en



cachant leur gêne derrière leur violon, pour en être ému.

Nos hôtes ont soufflé à l'unisson avec l'esprit COTMEC, un air plein, sur ces 45 bougies.

Un bel anniversaire auquel s'est associée l'AGORA qui déploie des ramures de 25 printemps, nées d'un greffon COTMEC.

Un immense merci à Wilma Jung, membre de la Commission, qui a été la cheville ouvrière de ces soirées.

Roland Pasquier

RENCONTRE AVEC JESUS NUNI, MUSICIEN

Que représente pour toi l'école de musique ?

Je suis à l'école de musique depuis bientôt 14 ans. C'est mon frère qui m'y a entraîné et j'ai commencé à me passionner pour cette musique que nous, jeunes, ne connaissons pas. Nous étions alors une poignée de jeunes et ne répétions qu'une heure, deux ou trois fois par semaine. Au début, c'était vraiment difficile, car nous n'avions pas de professeurs, rien. Mais Raquel est arrivée et tout s'est développé. L'école m'a permis d'acquérir une très bonne éducation musicale. De plus, elle permet de se réapproprier notre culture, de la revaloriser et de la faire connaître au monde entier.

L'Ensemble Moxos est sur les routes depuis 3 mois et s'est déjà produit dans 7 pays: que signifie participer à une telle tournée ?

C'est en partie mon travail, car je suis aujourd'hui enseignant à l'école de musique, mais c'est surtout un engagement qui me tient très à cœur. C'est la 5ème fois que nous venons en Europe, car nous avons envie de faire connaître cette musique métisse, et c'est une nécessité pour la survie financière de l'école. Pour moi, cette tournée est un peu trop longue, car j'ai laissé ma famille au pays. Mais heureusement, nous avons une super ambiance dans le groupe, une très grande complicité nous lie, comme dans une famille !

Propos recueillis par Hélène Bourban

APPEL

Merci !

Chères lectrices, chers lecteurs,

Plusieurs d'entre vous ont répondu généreusement à notre appel à dons, lancé dans le numéro d'octobre dernier. Nous les en remercions vivement ! Grâce à ces soutiens, notre projet de livre sur les pauvretés peut continuer à s'épanouir. Afin de le finaliser, toute nouvelle contribution est toujours bienvenue...

Merci d'avance de votre don !

**Banque Cantonale de Genève
Commission tiers-monde de l'Eglise catholique
IBAN : CH61 0078 8000 E079 3079 9**

LA CRISE, ET MOI, ET MOI, ET MOI ?

Après-midi théologique des Communautés de Base

Le samedi 9 novembre, une soixantaine de membres des communautés de base de Genève et de ses environs se sont retrouvés pour leur rencontre annuelle dans la salle paroissiale du Christ-Roi au Grand-Lancy. Les membres de la COTMEC ont été conviés à se joindre à la réflexion.

Le but était de s'interroger sur le moteur de notre espérance en ces temps de crise. Paraphrasant le chanteur Jacques Dutronc dans son introduction, François Fontana rappelait qu'il ne s'agissait pas seulement de se demander: «La crise, et moi, et moi, et moi?», mais aussi «et nous?», «et la société?».

La crise en thème

Pour lancer la réflexion de l'après-midi, Jean-Bernard Waeber a d'abord brossé un tableau très clair du passage des trente glorieuses à l'économie de marché néolibérale, imposée au monde comme seul modèle possible, bétonnée dans les faits et dans les esprits par les administrations Thatcher et Reagan.

L'avocat, jeune retraité, a rappelé que depuis lors, la part des salaires dans la richesse de nos pays a diminué, et que nous sommes confrontés au chômage, à la dette croissante des particuliers et des Etats et à l'exubérance des marchés financiers. En même temps, l'hyper individualisation a cassé les solidarités et l'injonction qui nous est faite de consommer à tout prix nous rend aveugles sur les conséquences environnementales de notre mode de vie. Nous amassons sans cesse des biens qui ne sont pas en relation avec une réelle qualité de vie.

Ajoutons à cela la mutation du monde du travail qui, quittant l'ère industrielle, n'assure plus l'équation une personne = un emploi, et l'on comprend que les nouvelles générations peinent à trouver leur place et leur rôle. En outre, elles s'endettent de plus en plus tôt et continuent de mettre à mal le patrimoine de leurs descendants (ressources, énergie, paysage..).

La crise économique est bien implantée et génère une crise existentielle fort compréhensible.

Allons-nous dans le mur et faut-il perdre l'espérance?

Au sein des groupes de réflexion, plusieurs ont dit cependant rester attentifs aux signes d'espoir et trouver leur motivation dans des actions concrètes, notamment dans le cadre de l'économie sociale et solidaire ou de l'agriculture de proximité.

L'importance de partager des valeurs communes a été affirmée avec force. Notre consommation est un acte quotidien qui a une portée politique. Il s'agit donc d'y réfléchir et d'être cohérent entre la pensée et l'action. Les solutions se trouvent dans la marge, mais s'imposeront bientôt plus largement. Il en va de notre survie, prophétisaient, en substance, les participant-e-s.

Répondant à une question à propos de l'avenir du mouvement altermondialiste, qui avait suscité beaucoup d'espoirs il y a une dizaine d'années, J.B. Waeber concluait: « le temps des grandes messes est terminé, les gens travaillent aujourd'hui: ils expérimentent des nouvelles formes d'habiter, de se déplacer et de produire ce dont nous avons besoin. »

Virginie Estier et Roland Pasquier



Que l'esprit de Noël soit avec vous aujourd'hui et tout au long de la Nouvelle Année.

L'équipe de la COTMEC

Cotmec info

Commission Tiers Monde de l'Eglise Catholique

n° 348 | Décembre 2013 | Genève

EDITO

Quand il y a le feu...

Bon. Il aurait sans doute été plus important de parler ici de la conférence de Varsovie sur le climat et du geste des ONG qui y ont claqué la porte. Des tensions entre pollueurs historiques du Nord, nouveaux pollueurs du Sud et premières victimes des changements climatiques. Et de cette incapacité des « décideurs » à faire face à la rapide montée des périls, de cet étrange frein mental qui empêche d'agir. Ou de parler de la frilosité helvétique – et européenne – face au drame des trois millions de réfugiés syriens, de cette peur de l'autre qui se mue trop souvent en haine, de cette « mondialisation de l'indifférence » dénoncée par le pape François à Lampedusa. Ou encore de TISA, ce projet d'accord sur la libéralisation du commerce des services qui suscite l'inquiétude de la société civile.

Cependant, quand il y a le feu dans la maison, il faut bien se passer les seaux d'eau, manier les extincteurs et tenter de sauver les meubles. Une tâche qui, ces derniers temps, a accaparé – et usé – les forces de la petite équipe de la COTMEC qui tient debout grâce au soutien de ses amis. Alors nous devons vous informer sur le sort de notre commission. La bonne nouvelle, c'est que l'évêque du diocèse, Mgr Charles Morerod, a avancé, dans un récent courriel, l'idée de transformer la COTMEC en un organe diocésain, voire romand, et non plus seulement genevois. Cette perspective a soulevé des applaudissements quand elle a été communiquée à la fin des deux magnifiques concerts de l'Ensemble Moxos qui nous ont permis de fêter en beauté notre 45ème anniversaire.

Nous avons répondu à Mgr Morerod que cette proposition suscite d'autant plus facilement notre intérêt que nous l'avons évoquée à plusieurs reprises au sein de notre commission, ainsi qu'à cette même place, dans l'éditorial du numéro d'octobre dernier du Cotmec-info. Nous avons ajouté que la médiation dont il avait été question lors de notre entretien avec lui n'en reste pas moins indispensable, car l'on ne peut bâtir l'avenir sans avoir éclairci le passé. Enfin, nous avons demandé que des mesures transitoires soit adoptées d'urgence pour nous permettre de poursuivre nos activités en attendant la mise en place d'un nouveau cadre. Car un redémarrage, toujours aléatoire, nécessiterait des efforts démesurés. Nous avons encore émis le vœu de conserver nos locaux à Genève où de nombreuses réunions internationales nous offrent de multiples occasions de rencontres.

Voilà où nous en sommes au moment de boucler ce numéro, en vous souhaitant - et en nous souhaitant- une belle, heureuse et sereine année 2014 !

Michel Bavarel



ECLAIRAGE

Crècher à Champ Dollon!

Ce 2 décembre, Tribunal de Police de Genève. A la barre, un jeune Peul. Son ethnie n'a jamais connu de frontières ; elle transhume ici et là sur les rives du fleuve Niger. Ses parents massacrés par un tyran « sédentaire », le petit gars trouve refuge dans un pays voisin qui l'ignore ou le rejette aujourd'hui. Enfin, le voilà dans nos murs. Mais pas de place pour lui à l'« hôtellerie » helvétique. Si ce n'est à la « crèche » de Champ Dollon. Ses compagnons d'infortune, comme jadis l'âne et le bœuf, se poussent un peu pour lui permettre de dérouler sa natte. Prison ! Unique havre que nos lois iniques réservent aux nomades démunis de papiers timbrés. Havre provisoire aussi qu'ils regagneront aussi souvent qu'un petit juge le décidera. Car, dites-moi, où iront ces errants, une fois libérés de leurs menottes et de leurs barreaux ? A la « case prison », bien sûr, comme si leur vie était un perpétuel jeu de Monopoly ? Ces SDF sont indésirables de partout. Voilà la stricte vérité ! Alors, vive la ritournelle : rue-prison, prison-rue et de nouveau rue-prison, jusqu'à l'épuisement et l'anéantissement de ce jeune Peul qui ne demandait qu'à gagner son pain.

C'est Noël ! Un verset biblique de saison refait surface : « Il est venu chez les siens et les siens ne l'ont pas reçu ! ». Mais cet individu n'est pas des nôtres, vocifèrent les extrémistes. Si, il est des nôtres leur répliquent silencieusement la vingtaine de militants de droits humains présents à son procès ce 2 décembre. Parmi eux, des chrétiens qui ont gardé en mémoire l'histoire du premier Noël et savent qu'elle ne cesse de se jouer sous d'autres cieux que ceux de Palestine. Cette année, à Genève, un jeune africain a pris sur la paille la place d'un bébé joufflu et doré.

Guy Musy

SAN SALVADOR

L’archevêque ferme un organisme de défense des droits humains

Quand les employés de la « Tutela legal » de l’archevêché de San Salvador se sont présentés à leur travail, le 30 septembre dernier, ils se sont heurtés à des gardes et ont trouvé portes closes. Organisme de défense des droits humains, la « Tutela legal » avait succédé, en 1982, au « Socorro Juridico » fondé par Mgr Oscar Arnulfo Romero, assassiné le 24 mars 1980.

L’actuel archevêque, Mgr José Luis Escobar Alas, a décrété la fermeture de la « Tutela legal » sans avertissement préalable, parce que, selon ses dires, elle n’avait plus de raison d’exister. Les employés furent appelés dans un bureau pour les démarches administratives relatives à leur licenciement immédiat et reçurent leur ultime traitement. Quelques jours plus tard, l’archevêque évoqua, sans plus de précisions, des irrégularités administratives à l’appui de sa décision.

Une décision qui suscita un tollé parmi les organisations de défense des droits de l’homme du Salvador et d’ailleurs, ainsi que parmi les victimes de violations de ces droits. On souligna en particulier que la fermeture de la « Tutela legal » était survenue dix jours après une surprenante prise de position de la Cour suprême : celle-ci avait accepté d’entendre les arguments des parties qui contestent la constitutionnalité de la loi d’amnistie de 1993 protégeant les auteurs de crimes perpétrés durant la guerre civile. Une guerre civile qui a fait environ 75’000 morts entre 1980 et 1992.

À relever encore qu’en 2012 la Cour interaméricaine des droits de l’homme avait condamné le Salvador pour ne pas avoir poursuivi les militaires coupables du massacre d’El Mozote, perpétré en 1981. Un massacre dot avaient été victimes plusieurs centaines de personnes, dont un grand nombre d’enfants. Les juges salvadoriens s’étaient justement abrités derrière cette loi d’amnistie pour s’abstenir de sévir. Le Cour interaméricaine a statué que ce massacre n’était pas susceptible d’être amnistié car il s’agissait d’un crime contre l’humanité. De son côté, le président salvadorien, Mauricio Funes, élu en 2009 sous la bannière du Front Farabundo Marti de

libération nationale – après un long règne de la droite – avait déjà demandé officiellement pardon aux victimes d’El Mozote.

Or les archives de la « Tutela legal » renferment des milliers de documents sur le massacre d’El Mozote et, plus largement, sur plus de 50’000 cas de violations des droits de l’homme au Salvador. Le 18 octobre, des représentants du Procureur général pénétrèrent dans les locaux de l’ex-« Tutela legal », ce qui suscita les plus vives inquiétudes parmi les défenseurs des droits humains. Ultérieurement, le procureur assura le public qu’il ne s’agissait que de s’assurer de la sécurité des documents. L’archevêque déclara de son côté que les envoyés du Procureur n’avaient procédé qu’à un examen superficiel de ces archives et que l’Église, qui en est la propriétaire, était déterminée à les protéger.

L’agence Inter Press Service rapporte que les anciens collaborateurs de la « Tutela legal » sont en train de la relancer sous le nom de « Tutela legal Doctora

Maria Julia Hernández », nom choisi en l’honneur d’une ancienne directrice de l’organisme. « Nous sommes les représentants légaux des victimes et de leurs familles, ce qui signifie que notre travail doit se poursuivre », affirment-ils.

Le théologien de la libération Jan Sobrino – se trouvant en Thaïlande en novembre 1989, il avait échappé à l’escadron de la mort qui avait exécuté six de ses confrères jésuites, ainsi que leur employée de maison et sa fille – a commenté ces événements : « Le “ Socorro Juridico ” puis la “ Tutela legal ” ont accordé beaucoup d’importance à l’idée de préserver la mémoire historique. Durant des années, ils ont versé un flot d’amour sur des milliers de personnes, particulièrement des femmes et des enfants, qui ont été persécutées, assassinées, ont disparu ou ont été forcées de fuir ce pays. Les deux institutions ont maintenu la vie et la dignité de milliers de personnes »¹.

Pendant ce temps, au Vatican, le pape François a débloqué la cause de la béatification de Mgr Romero, depuis longtemps vénéré comme un saint par le peuple salvadorien et latino-américain.

Michel Bavarel

¹ Texte de Jon Sobrino reproduit en anglais par le National Catholic Reporter, hebdomadaire publié aux Etats-Unis.

d’affinage savait ou aurait dû présumer que le minerai provenait du pillage, donc d’un crime de guerre.

Argor-Heraeus se félicite aujourd’hui d’avoir « beaucoup appris » de cette affaire. Même si c’est le cas, il n’est pas acceptable que chaque entreprise doive d’abord faire ses propres expériences en violant des droits humains. La diligence nécessaire envers de tels risques à l’étranger ne doit plus rester une option volontaire, mais devenir un standard contraignant.

Le Conseil fédéral devrait d’ici à la fin de l’année tirer ses conclusions d’un rapport exigé par le Conseil national. « Droit sans frontières » demande au Conseil fédéral de ne pas prendre de demi-mesures et de proposer une obligation de diligence pour toutes les branches, graduée selon les risques. Dans le cas contraire, la coalition n’exclut pas le lancement d’une initiative populaire.

Cotmec info 348 | Décembre 2013

LE RETOUR DE LA MISÈRE EN EUROPE

Austérité et politique migratoire

La mode est cyclique. L’austérité imposée dans les années 1980 à de nombreux pays du Sud endettés est à nouveau au goût du jour. Mais en Europe cette fois. Avec, comme dénoncé jadis dans le Tiers-monde, son lot de conséquences néfastes pour les populations. Dans une Europe en proie à une crise multidimensionnelle, ces cures d’austérité sont prescrites comme un remède incontournable. Plusieurs experts s’indignent et contre-argumentent.

Perte d’un emploi, crainte d’un licenciement, non-accessibilité aux soins médicaux : des recherches commencent à mettre en évidence les effets néfastes des mesures d’austérité sur la santé mentale des populations. Le constat de la revue The Lancet¹ relève que « les personnes les plus vulnérables se trouvent dans les pays confrontés aux plus grandes réductions des budgets publics et à l’augmentation du chômage. » De plus, dans une récente étude², David Stuckler et Sanjay Basu, experts en santé publique, estiment que plus de 10’000 suicides et jusqu’à un million de cas de dépression peuvent être directement liés à la crise économique et aux mesures de rigueur en Europe et en Amérique du Nord.

Les programmes d’austérité ciblés sur la santé publique sont remis en question quand ces chercheurs nous rappellent qu’« une population en bonne santé est plus productive et coûte moins cher en congé maladie » et que soutenir les systèmes de santé stimule la création d’emploi. Ils écrivent d’ailleurs que « pour chaque

Rencontre avec Francis Hickel

Francis Hickel est responsable de l’Espace Solidaire Pâquis, lieu d’accueil et d’écoute qui accompagne des personnes migrantes. « La crise était déjà à nos portes quand nous avons ouvert en 2009, c’était la première fois qu’il y avait des migrants latino-américains qui arrivaient en Suisse. Maintenant c’est la tendance », explique-il.

Appelées « doubles migrants », ces personnes d’origines latino-américaines ont quitté leur pays à cause de la crise vers un deuxième, voire un troisième pays d’accueil. Elles n’ont plus de perspectives. La plupart ont vécu en Espagne, au Portugal ou en Italie où elles ont acquis une nationalité européenne. Beaucoup d’entre elles sont maintenant à la recherche d’une vie meilleure, d’un emploi en Suisse. Selon Francis Hickel, les personnes migrantes sont confrontées à trois formes d’esclavage. « Elles font les travaux que plus personne ou peu de gens veulent faire à Genève pour une rémunération minimale. L’argent gagné est destiné à leur famille, restée au pays. Elles sont ici redevables auprès de leur propre communauté du soutien dont elles ont bénéficié à leur arrivée. »



Dans ce contexte de récession, la Suisse active la clause de sauvegarde dans le but de freiner l’arrivée de travailleurs des pays avoisinants.

Pour la première fois, le 24 avril 2013, le Conseil fédéral a activé pour une année la clause de sauvegarde pour les ressortissants des pays de l’Europe occidentale et méridionale (soit l’Europe des 15 ainsi que Chypre et Malte) et la maintient pour les ressortissants des pays de l’Europe de l’est. Cette clause permet de limiter le nombre de permis de travail de longue durée octroyée aux migrants des pays voisins. Une condition pour l’activation, le nombre d’autorisations de séjour délivrées à des travailleurs provenant de l’UE doit dépasser d’au moins 10% la moyenne annuelle des permis émis au cours des trois années précédentes dans la catégorie concernée. Le seuil nécessaire voulu par le Conseil fédéral pour activer dès le 1^{er} juin 2013 la clause de sauvegarde a été atteint, soit 56’268 permis B, a indiqué l’Office fédéral des migrations. Les nouveaux permis seront donc contingentés à 53’700 jusqu’au 31 mai 2014. La Suisse, en revanche, ne restreindra pas le nombre d’autorisations de séjour de courte durée, le seuil pour activer cette clause pour les permis L n’ayant pas été atteint.

De la poudre aux yeux

Selon le journal Le Temps⁴, la clause de sauvegarde n’aura qu’un pur effet d’optique sur les statistiques de l’immigration en Suisse. Elle ne limitera en rien le nombre réel de ressortissants de l’UE, puisque l’on risque bien d’assister à un transfert des demandes de permis B (5 ans) vers les permis L (1 an) qui ne seront pas

Cotmec info 348 | Décembre 2013

Chômage chez les jeunes: Une urgence sociale

Pendant que l’Europe s’enfonce dans la crise, en Suisse, les salaires augmentent, le chômage est toujours à 3% (3,2% pour les jeunes) et les banques affichent des bénéfices en milliards. L’Espagne, la Grèce, le Portugal et l’Italie sont submergés par des vagues de chômeurs. En Grèce, par exemple, le taux de chômage des jeunes a dépassé la barre des 50% et 56% des jeunes espagnols sont sans emploi. Contraste édifiant.

Rencontre avec Javier¹
Barcelonais de vingt ans, Javier est arrivé fraîchement à Genève avec comme seul bagage le contenu de son sac à dos et 300 Euros en poche.

Quelle est la situation actuelle en Espagne ?
« Depuis le début de la crise, la situation s’est fortement dégradée. Actuellement il n’y a plus d’activité économique dans mon domaine. Je travaillais sur les chantiers mais les constructions se sont toutes arrêtées. A Genève, je n’ai pas encore vu de bâtiment à moitié construit alors que chez moi, c’est monnaie courante. Les entreprises ne reçoivent plus d’aide des banques et ne peuvent plus continuer à construire. Rares sont les entreprises qui fonctionnent encore. »

Comment s’est passée votre arrivée à Genève ?

« Je suis arrivé sans connaître personne. Pour commencer, j’ai dormi dans la rue, puis à l’Armée du Salut² et un beau jour, j’ai fait la rencontre d’un Espagnol qui m’a proposé de m’héberger gratuitement. Nous avons sympathisé et il n’a pas voulu me laisser retourner dormir dehors. Comme il y a déjà eu d’autres vagues de migration venant d’Espagne, les nouveaux arrivants peuvent bénéficier de la solidarité des Espagnols déjà installés. »

Comment voyez-vous la suite ?

« Depuis que des amis m’ont conseillé de m’adresser à La Roseraie pour améliorer mon CV, je viens ici trois fois par semaine prendre des cours de français. A Barcelone, on me disait « Si tu vas à Genève, tu trouveras un travail ». Aujourd’hui, je vois que ce n’est pas évident. Je prévois de rester quelque temps, voir quelles opportunités j’arrive à trouver en déposant mon CV. Mon rêve est d’avoir un emploi dans l’agriculture ou la construction afin de pouvoir m’installer ici. C’est très difficile d’être loin de sa famille, mais par rapport à d’autres Espagnols qui ont femmes et enfants restés au pays et des hypothèques à payer, je me rends compte que ce n’est pas si difficile pour moi. Il faut garder l’espoir, essayer d’aller de l’avant et y croire ! »

- Prénom d’emprunt
- Lieu d’accueil et d’hébergement d’urgence

contingentés. En mai prochain, tous les Européens qui sont en possession d’un contrat de travail pourront obtenir leur permis B.

Pour Fabrice Roman, directeur du centre de La Roseraie⁵, cette clause n’y changera rien : « C’est un signal qui est complètement erroné. On laisse croire qu’avec une forme de contingentement, on va être à même de décourager les gens et de réduire ainsi la migration. La clause de sauvegarde est un trompe-l’œil mis en place dans le but de rassurer la population suisse mais qui ne va servir qu’à précariser davantage la situation des personnes migrantes. »

Misère au pays du luxe
A Genève, le nombre de personnes sans logis explose. Elles dorment dans leur voiture, dans les parcs, sous les ponts, dans les cages d’escalier, dans les abris de la protection civile ouverts par la Ville en hiver ou encore chez des « marchands de sommeil » qui louent un matelas pour 300 à 800 francs par mois. Pour la plupart, c’est la première fois qu’elles dorment dehors.

En février dernier une mobilisation est née. Divers militants d’associations de lutte contre la précarité et des responsables d’institutions sociales ont passé une nuit dehors en solidarité avec les personnes sans abri. Ils dénoncent dans le Manifeste de la Genève escamotée le manque de moyens mis en place pour répondre à cette urgence sociale. Ce manifeste est disponible sur www.cotmec.ch.

 Sofie Lauer⁶

- Revue médicale britannique, article daté du 13 avril 2013
- The Body Economics : Why Austerity Kills, Basic Books, 2013
- Courrier international numéro 1178, L’austérité tue, New York Review of Books, Revue littéraire et politique de l’intelligensia new-yorkaise
- Edition du 26 avril 2013
- Centre d’accueil, d’échanges et de formation pour personnes migrantes
- Travailleuse sociale à Genève

